

RÉVOLUTION ou GUERRE

#24

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Mai 2023



Sommaire

Face à la menace de la guerre mondiale, la classe ouvrière doit répondre par la grève de masse !

Situation internationale

Malgré le contrôle syndical, une véritable dynamique prolétarienne internationale face à la crise et la guerre impérialiste

La gauche et les gauchistes à l'œuvre en Iran : la « Charte des revendications minimales »

Luttes ouvrières en France : 1er communiqué du 23 janvier 2023 et 2^e communiqué du 19 mars 2023

Débat au sein du camp prolétarien

Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires : tract de B&P (TCI) du 7 février 2023

Lettre du GIGC à *Bilan et Perspectives* (B&P - Tendance Communiste Internationaliste)

Réponse de *Bilan et Perspectives*

Comprendre l'ampleur du sabotage syndical des grèves au Royaume Uni

Lutte contre l'opportunisme

La fuite erratique dans l'activisme du groupe Emancipación (Nuevo Curso)

Histoire du mouvement ouvrier face à la guerre impérialiste

Grèves ouvrières durant la guerre 1939-1945 au Canada (Klasbatalo-TCI)

Le pacifisme gauchiste déjà prêt à intervenir contre les grèves face à la guerre impérialiste

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/3 euros

Sommaire

Face à la menace de guerre mondiale, la classe ouvrière doit répondre par la grève de masse	1
Situation internationale	
Malgré le contrôle étatique et syndical, une véritable dynamique internationale de réponse prolétarienne à la crise et à la guerre	3
La gauche et les gauchistes à l'œuvre en Iran : la « Charte des revendications minimales ».....	5
Lutte ouvrière en France : 1 ^{er} communiqué du 23 janvier 2023	7
2 ^e communiqué du 19 mars 2023	7
Débat au sein du camp prolétarien : luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires	
Tract de <i>Bilan et Perspectives</i> (TCI) du 7 février 2023	12
Lettre du GIGC à <i>Bilan et Perspectives</i>	15
Réponse de <i>Bilan et Perspectives</i>	16
Comprendre l'ampleur politique du sabotage syndical lors des grèves en Grande Bretagne	18
Réunion publique du comité NWBCW à Montréal	21
Lutte contre l'opportunisme	
La fuite erratique dans l'activisme du groupe Emancipación (Nuevo Curso)	23
Histoire du mouvement ouvrier contre la guerre impérialiste	
Grèves ouvrières durant la « bonne guerre » de 1939-1945 au Canada (TCI)	25
Le pacifisme prêt à intervenir contre les grèves face à la guerre impérialiste	27

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Ce numéro 24 de notre revue a été conçu comme un « numéro spécial lutte des classes et intervention des révolutionnaires ». Dans les numéros précédents, nous sommes déjà intervenus sur la signification de la guerre impérialiste en Ukraine et le pas qu'elle représente dans la marche à la guerre généralisée dans laquelle le capitalisme en crise nous emmène. Le facteur nouveau de ces derniers mois dans la situation est que les luttes prolétariennes se développent et s'affirment au niveau international. Nous avons donc décidé d'axer ce numéro de la revue sur celles-ci. Et sur les premières expériences d'intervention des groupes communistes – ceux-là même qui sont destinés à combattre à la fois pour la direction politique de ces affrontements de classe et pour le parti communiste de demain.

Face à la menace de guerre mondiale, la classe ouvrière doit répondre par la grève de masse !

Une révolte prolétarienne généralisée peut mettre fin à la guerre en Ukraine et ralentir la marche vers la troisième guerre mondiale. Une révolution prolétarienne mondiale est le seul moyen d'écarter définitivement la perspective d'un holocauste nucléaire mettant fin à la civilisation, et de créer un cadre mondial pour faire face à d'autres menaces existentielles telles que le changement climatique.

La guerre en Ukraine a eu un impact profond sur l'économie mondiale et la situation géopolitique. Elle a été l'occasion pour l'Occident de lancer une guerre économique contre la Russie, en lui imposant des sanctions et en l'excluant du système de messagerie SWIFT, que les institutions financières utilisent pour les communications cryptées et les transferts d'argent internationaux. L'objectif de ces sanctions était de provoquer un effondrement financier de la Russie et de créer une instabilité politique conduisant à un éventuel changement de régime. Cette politique, menée par les États-Unis, a échoué, mais elle a eu pour conséquence involontaire d'accélérer le processus de formation d'un bloc de pays désireux d'acheter et de vendre des combustibles fossiles dans des monnaies autres que le dollar. Parmi ces pays figurent des alliés traditionnels des États-Unis, dont la Turquie, l'Inde et l'Arabie saoudite. La diplomatie américaine à l'égard de ses alliés et des pays semi-coloniaux a consisté à utiliser des moyens coercitifs pour faire pression sur eux afin qu'ils dénoncent la Russie et se joignent aux sanctions¹. La Russie, en revanche, n'a pas eu à insister pour que les pays africains prennent son parti dans la guerre en Ukraine. Elle s'est présentée comme une puissance anticoloniale luttant contre l'hégémonie américaine pour un monde multipolaire dans lequel les États africains auraient tout à gagner. Cela a permis à la Russie et à la Chine d'étendre leur influence en Afrique et dans ce que l'on appelle le "Sud global" en général, que Josep Borell² a qualifié de Jungle en contraste avec le jardin civilisé qu'est l'UE,

aux dépens de l'Occident. Les pays qui souhaitent se protéger des sanctions américaines (et occidentales) sont manifestement incités à le faire, ce qui est rendu possible dans une large mesure par l'influence que le dollar exerce sur l'économie mondiale. Ainsi, le statut du dollar en tant que monnaie de réserve internationale est en jeu dans la compétition inter-impérialiste.

En plus de perdre une partie de l'influence qu'elle avait sur les autres pays lorsqu'elle jouissait d'une suprématie incontestée dans les décennies qui ont suivi l'effondrement du bloc de l'Est, la bourgeoisie américaine risque de perdre l'effet de levier que lui confère le statut du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. Nous constatons aujourd'hui que des pays comme l'Iran, la Russie et le Venezuela vendent déjà leur pétrole dans des monnaies autres que le dollar et que l'Arabie saoudite a menacé de vendre son pétrole dans d'autres monnaies également. Le pétrole reste la ressource la plus importante pour l'industrie moderne et le pétrole brut est la matière première la plus échangée au monde. Le fait que, pendant des décennies, le pétrole brut ait été échangé presque exclusivement en dollars, ainsi que le rôle central de cette ressource dans l'économie mondiale, ont permis aux États-Unis de s'engager dans une politique monétaire qui aurait été ruineuse pour n'importe quel pays « normal ».

Aujourd'hui, cette situation touche lentement à sa fin. Dans le même temps, nous voyons se développer une situation économique désastreuse en Occident, où l'inflation, la récession et la fragilité des institutions financières sont évidentes. Pour tenter de maîtriser l'inflation, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt. Toutefois, cette mesure a alourdi le fardeau de la dette massive qui, aux États-Unis, a grimpé en flèche pour atteindre 30,93 billions et dont le ratio dette/PIB n'a cessé d'augmenter depuis l'an 2000. Toutefois, si cette hausse des taux d'intérêt visant à contrôler l'inflation entraîne une réaction en chaîne de faillites d'institutions financières massives, les banques centrales n'ont d'autre réponse que de nouveaux cycles d'assouplissement quantitatif pour éviter un effondrement complet du système financier, ce qui alourdirait encore le fardeau de la dette. Avec l'érosion du statut

¹ . Western Allies Pressure African Countries to Condemn Russia, Robbie Gramer, *Foreign Policy* (<https://foreignpolicy.com/2022/05/05/western-allies-pressure-african-countries-to-condemn-russia/>)

² . Vice-Président de l'UE en charge des affaires étrangères.

du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, la possibilité de s'engager dans des politiques d'assouplissement quantitatif tout en évitant les pires conséquences va prendre fin. En d'autres termes, la situation économique mondiale actuelle est pire que la « stagflation » (au lieu d'avoir de l'inflation en plus de la stagnation économique, nous avons une récession et de l'inflation) et les perspectives pour l'avenir semblent désastreuses. Le développement de cette crise économique ne fait qu'exacerber les tendances militaristes qui s'expriment déjà dans le monde entier.

Que pouvons-nous donc dire sur la base de ce qui précède ? Le bloc occidental dirigé par les États-Unis, qui est loin d'être exempt de contradictions et d'antagonismes internes, est en déclin relatif et une alliance entre la Russie et la Chine constitue une menace sérieuse pour la domination américaine. La Chine est le plus grand fabricant de biens industriels. La Russie est le plus grand exportateur de matières premières ; elle dispose également d'un complexe militaro-industriel très développé et d'un vaste arsenal nucléaire. D'éminents hommes politiques américains ont déclaré que l'essor économique de la Chine constituait une menace pour les États-Unis et que ces derniers devaient contenir la Chine pour l'empêcher de les supplanter. Cette dynamique géopolitique crée une situation de choc inter-impérialiste apparemment inévitable, avec des conséquences catastrophiques pour l'humanité, car la puissance croissante du bloc dirigé par la Chine se heurte à la politique d'endiguement poursuivie par l'Occident.

Du moins l'affrontement serait-il inévitable si le prolétariat n'était pas un sujet historique capable d'intervenir dans la situation internationale et de la renverser complètement.

Nous commençons par nous révolter contre les conséquences matérielles immédiates de la course à la guerre, à savoir l'augmentation du coût de la vie due à la flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des loyers. La seule façon efficace de se révolter contre ces conditions est de généraliser nos grèves au-delà des limites sectorielles et corporatives. Ce faisant, nous serons inévitablement confrontés aux syndicats qui tenteront de garder le contrôle de la situation en isolant les grèves par entreprise ou par secteur. Les conséquences de la marche à la guerre et de la crise économique n'affectent pas seulement les travailleurs de tel ou tel lieu de travail, mais tous les travailleurs de tous les lieux de travail. Il y a donc une base objective pour généraliser les grèves en une grève de masse. Cependant, pour passer de la possibilité objective à la réalité, il faudra une intervention efficace de l'avant-garde politique dans les luttes et la capacité des travailleurs combattifs impliqués dans les luttes à commencer à prendre en charge la coordination et la diffusion de

celles-ci. L'une de nos tâches en tant qu'avant-garde politique est de rassembler les travailleurs combattifs dans les comités « pas de guerre sauf la guerre de classe » [NWBCW³], que nous concevons comme des comités de lutte mis en place en prévision du développement de la lutte de masse, afin de permettre l'intervention de l'avant-garde politique dans les luttes et de favoriser la capacité de l'avant-garde sur les lieux de travail à prendre en charge la coordination et la généralisation des luttes. Une fois que les luttes auront pris une forme de masse, de nouvelles formes d'organisation émergeront, telles que les conseils ouvriers et les assemblées de masse, mais pour l'instant, la tâche de l'avant-garde politique est d'attiser les flammes de la grève de masse par son activité dans les comités du NWBCW, en rassemblant autour d'elle les travailleurs combattifs et en intervenant dans les grèves locales pour pousser à la généralisation.

Le développement des événements historiques ne peut se faire selon la logique du capitalisme et des rivalités inter-impérialistes. La classe dominante, pour imposer sa solution meurtrière aux contradictions de son système historiquement dépassé, devra affronter le prolétariat international qui commence déjà à se révolter contre l'aggravation de sa condition. Seule l'intervention décisive et radicale du prolétariat peut empêcher une guerre impérialiste généralisée et ruineuse pour tous.

Une révolte prolétarienne d'une ampleur suffisante obligera la bourgeoisie à accepter une trêve dans l'arène des rivalités impérialistes, pour mieux pouvoir affronter son plus grand ennemi : le prolétariat, d'abord sur le front intérieur, puis à l'échelle internationale. Alors, la signification de la grève de masse s'étendra au-delà de l'opposition à la guerre en s'opposant aux sacrifices requis pour qu'elle soit menée. L'issue historique nécessaire de la grève de masse – l'insurrection prolétarienne – commencera à se poser concrètement, à mesure que la guerre de classe s'intensifiera et que la bourgeoisie perdra sa capacité à gouverner. L'avant-garde prolétarienne, renforcée par toute la période précédente de lutte des classes et de réappropriation collective du programme communiste, interviendra avec des orientations correspondant au moment et montrant la voie à suivre, ce que nous essayons déjà de faire. L'issue révolutionnaire de cette tempête historique dépendra de la capacité de l'avant-garde communiste à assumer effectivement la direction du mouvement de masse de la classe ouvrière.

L'équipe de rédaction, Avril 2023

³ . « No War But Class War »

Situation internationale

Malgré le contrôle des États et des syndicats, une véritable dynamique internationale de réponse prolétarienne à la crise et à la guerre impérialiste

Les travailleurs du monde entier ont continué à se mobiliser. Il serait long et fastidieux d'énumérer les luttes prolétariennes et les révoltes sociales de ces derniers mois au niveau international. Elles ont touché toutes les régions du monde, de la Chine – notamment dans la province de Guandong – à l'Iran, au Liban, à l'Amérique du Sud, à l'Afrique, à la Grèce. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la grève de la fonction publique au Canada touche des centaines de milliers de prolétaires, tandis que des arrêts de travail massifs ont eu lieu dans les différentes entreprises de transport en Allemagne. Récemment, le Portugal est devenu un autre centre d'activité, car les enseignants, les cheminots, les travailleurs des compagnies aériennes et d'autres ont poursuivi une vague de grèves massives qui a secoué le pays. Même la Suède a été touchée par une grève dans les trains. Le prolétariat d'autres pays comme la France, l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume-Uni a poursuivi sa lutte contre la bourgeoisie. Avec 67% des Français interrogés déclarant qu'ils pensaient que les grèves devraient être « intensifiées », il est clair que grèves et manifestations vont se poursuivre.

Ces grèves en Europe sont clairement liées à l'effondrement des conditions de vie dans le monde entier en raison de la guerre en Ukraine. Si certaines ne sont pas directement contre l'inflation et pour l'augmentation des salaires, comme en France, l'inflation mondiale croissante est le principal facteur immédiat de la dynamique actuelle de lutte et de l'extension et de l'unification des revendications. En soi, comme l'illustrent les luttes en France et au Royaume-Uni, la mobilisation actuelle des prolétaires contient le processus même de la grève de masse, en tant que « *forme universelle de la lutte de classe prolétarienne résultant du stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe.* » (Rosa Luxemburg, *La grève de masse*) Parce que toute lutte est de nos jours confrontée à l'ensemble de l'appareil d'État, y compris les syndicats et les forces politiques de gauche et d'extrême gauche, il faut chercher le plus rapidement possible à l'étendre et à la généraliser par des grèves, des délégations massives vers d'autres lieux de travail, des piquets de grève massifs, des manifestations de rue, etc. C'est le seul moyen d'imposer un meilleur rapport de forces à la classe capitaliste et à son État et de pouvoir défendre, même temporairement, les conditions de vie des prolétaires. Cependant, les luttes actuelles se développent dans une situation historique

concrète et se confrontent à des faits historiques concrets : la crise croissante du capital et sa poussée vers la guerre impérialiste généralisée. Ces deux faits ont des implications directes sur les politiques et les attaques de la classe dirigeante contre la classe ouvrière. En particulier, la marche vers la guerre généralisée, qui implique le développement de l'économie de guerre dans tous les pays, l'augmentation de la production et des dépenses militaires, en particulier l'aggravation du déficit budgétaire, rend encore plus difficile pour le capital d'accéder aux revendications économiques des prolétaires et de voir les grèves et les manifestations de rue, même contrôlées par les syndicats, se développer et mettre en péril la gestion politique de la situation.

Les nécessités de la guerre et de sa préparation ne peuvent qu'exacerber, et ne font qu'exacerber, l'antagonisme des classes et leurs affrontements. C'est pourquoi, même dans les pays dits démocratiques, l'État exerce une répression de plus en plus forte contre tout début de lutte prolétarienne, même contrôlée par les syndicats. Comme on peut le voir en France et au Royaume-Uni, le contrôle et la politique des syndicats visent à empêcher toute dynamique de lutte généralisée et de grève et, s'ils ne peuvent s'y opposer, à la contrôler et à la faire dérailler. Comme nous le verrons plus loin, cette politique syndicale n'est pas propre au Royaume-Uni et à la France. Mais même si ce contrôle syndical suffisait à la classe bourgeoise dans le passé, aujourd'hui l'urgence et les nécessités de la marche vers l'économie de guerre et la guerre impérialiste généralisée elle-même exigent que l'État mette en œuvre et aggrave les lois anti-grèves et anti-manifestations de toutes sortes – c'est le cas au Royaume-Uni, aux États-Unis, ainsi qu'en France. Et, si cela ne suffit pas à empêcher le développement de la lutte, alors l'usage de la répression policière est direct et massif comme on le voit en France. C'est une autre dimension de la lutte des classes à laquelle les générations actuelles de prolétaires des pays historiques du capitalisme, les pays dits démocratiques, sont confrontées.

La situation historique actuelle, l'état du capitalisme et sa poussée vers la guerre impérialiste, font que même les puissances capitalistes historiquement « riches » n'ont plus les moyens, ni le temps, de s'offrir le « luxe de la démocratie ». Elles sont contraintes de se joindre à la répression directe et massive dont les autres puissances capitalistes « plus pauvres » n'avaient qu'à leur disposition contre leur population et leur classe ou-

vrière.

Les États-Unis ont également connu un certain nombre de grèves qui, malgré leur faible ampleur par rapport au mouvement en Europe, soulignent la poursuite de la confrontation entre le prolétariat et la bourgeoisie à la suite de la guerre et du recours aux pouvoirs « démocratiques » pour réprimer directement la classe ouvrière. En janvier, les infirmières de deux hôpitaux de la ville de New York se sont mises en grève pour des raisons salariales et de « sous-effectif chronique », avant d'accepter un nouveau contrat comprenant une augmentation de salaire et des dispositions relatives à l'embauche de nouvelles infirmières.⁴ À Los Angeles, une grève de trois jours a entraîné la fermeture des écoles, alors que les travailleurs du système éducatif, tels que les concierges, les chauffeurs de bus, les employés de la cafétéria et d'autres travailleurs des services tenaient un piquet de grève devant le siège du LAUSD, avec le soutien du syndicat des enseignants unis de Los Angeles.⁵ Dans l'Amérique « moyenne » s'exprime la combativité ouvrière avec des grèves qui se poursuivent dans l'Ohio à l'usine INEOS Pigments 2 à Ashtabula.⁶

Le plus grand et le plus important champ de bataille pour le prolétariat américain avec le début de Covid-19 et de la guerre en Ukraine a été jusqu'à présent le système ferroviaire américain. Au cours des trois années de covid et d'austérité, 115 000 cheminots ont travaillé dans des conditions dangereuses dans l'une des industries les plus rentables d'Amérique. Surchargés de travail dans le cadre du système « precision scheduled railroading » et travaillant depuis 2019 sans contrat, ni augmentation de salaire, ni jours de congé garantis, les cheminots ont eu de nombreuses raisons de se mettre en grève. Le gouvernement des États-Unis a tenté d'écraser le conflit de travail en invoquant le Railroad Labor Act (loi sur le travail dans les chemins de fer), une loi fédérale promulguée en 1926, pour passer outre le vote de la grève par les travailleurs.⁷ Si le *Emergency Board* du président Joe Biden a accordé des augmentations de salaire aux cheminots, les questions plus urgentes des congés de maladie et du système de « trains à horaires précis » n'ont pas été abordées, les travailleurs ne bénéficiant que d'un seul jour de congé payé par an.⁸

Le gouvernement américain et les syndicats restent les principaux obstacles à une vague de grève américaine. Que ce soit en interrompant préventivement une grève, comme cela s'est produit chez Caterpillar, ou en annulant divers nouveaux contrats, comme c'est le cas à New York, les syndicats ont été un outil indispensable pour la bourgeoisie en 2023.⁹ Dans le conflit dans les chemins de fer, les syndicats ont également soutenu la bourgeoisie, le président des Teamsters, O'Brian, déclarant que le président Biden n'était pas responsable de l'issue de ce conflit.¹⁰ Il arrive que le gouvernement intervienne directement, comme ce fut le cas lors de la grève des chemins de fer américains qui a déraillé.¹¹ Jusqu'à présent, la situation n'a pas dégénéré comme en France avec des manifestations massives défiant directement la police dans des batailles de rue, mais il est évident que la force écrasante de l'appareil d'État policier américain est un autre obstacle massif contre tout mouvement du prolétariat.

La déclaration de Rosa Luxemburg selon laquelle « l'histoire est le seul maître, la révolution la meilleure école pour le prolétariat » est toujours d'actualité. Bien que la lutte du prolétariat aux États-Unis n'atteigne pas l'ampleur des luttes en Europe, les travailleurs du monde entier sont non seulement engagés dans la même lutte, mais ont également la possibilité d'en tirer de précieuses leçons. La victoire sera entravée, et non soutenue, par les syndicats et leur bureaucratie. En outre, les luttes des travailleurs ne doivent pas être segmentées en différents secteurs et lieux de travail, mais généralisées autant que possible. Enfin, même des gains modestes de la classe ouvrière peuvent menacer la bourgeoisie dans cet état de guerre impérialiste. L'incapacité de la bourgeoisie à accorder des congés de maladie aux cheminots et à soutenir les infirmières lors d'une crise de sous-effectif semble indiquer à la fois la fragilité du système et le malaise général du capitalisme. Avec la croissance des comités du NWBCW aux États-Unis, il est temps pour les militants communistes d'utiliser ce moment pour illustrer ces leçons au prolétariat américain.

Frederick, Avril 2023

⁴ <https://apnews.com/article/nyc-nurses-strike-d81f32cb7ac709404eb795a6d8822b34>;
<https://www.politico.com/news/2023/01/12/new-york-city-nurses-strike-ends-00077646>.

⁵ <https://www.cnn.com/2023/03/22/us/lausd-strike-school-workers-los-angeles-wednesday/index.html>.

⁶ <https://www.wsws.org/en/articles/2023/03/21/flyl-m21.html>.

⁷ <https://www.wsws.org/en/articles/2022/11/21/rail-n21.html>.

⁸ <https://www.reuters.com/markets/us/bidens-emergency-board-delivers-recommendations-railroad-labor-dispute-2022-08-16/>;

<https://www.washingtonpost.com/business/2022/09/15/rail-strike-deal-agreement-biden/>.

⁹ <https://www.reuters.com/business/caterpillar-workers-reach-deal-with-union-averting-possible-strike-2023-03-01/>.

¹⁰ <https://www.wsws.org/en/articles/2023/04/17/upsd-a17.html>.

¹¹ <https://www.reuters.com/world/us/biden-signs-bill-block-us-railroad-strike-2022-12-02/>.

Les manifestations et émeutes qui ont suivi l'assassinat en septembre dernier de la jeune iranienne par la police islamiste car elle ne portait pas de voile nous sont présentées comme une lutte particulière contre la « dictature des mollahs » et qui serait spécifique à l'Iran. Pour autant, et même si l'étincelle fut spécifiquement liée au régime des mollahs iraniens, le développement et l'extension de grèves ouvrières tout comme l'exacerbation des antagonismes sociaux et de classe dans le pays, sont une expression et un facteur de la dynamique internationale de lutte que nous voyons sur tous les continents. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre et dénoncer le surgissement et la mise en avant d'une alternative politique « démocratique et gauchiste » au régime des mollahs : détourner la dynamique prolétarienne de ses revendications et combat de classe au profit de « revendications démocratiques » et sur le terrain du peuple, autrement dit de la nation et du capital.

Brève explication des événements en Iran

Avec le début des manifestations et de la vague de grèves en Iran en réaction à la mort de Mahsa Amini, l'aile droite et l'aile gauche du capital ont formé des alliances et des groupes différents. Certains des visages les plus célèbres de l'opposition en dehors de l'Iran ont formé un groupe appelé « L'Alliance pour la démocratie et la liberté »¹², un groupe composé du fils du dernier Shah d'Iran, Reza Pahlavi, et d'autres éminents militants de droite et de gauche¹³. Environ un mois après la publication de cette charte, appelée « Charte de la solidarité et de l'alliance pour la liberté » ou « Charte de Mahsa »¹⁴, l'aile gauche « plus radicale » du capital a jugé nécessaire d'annoncer également son existence en rédigeant quelque chose de similaire qui peut être considéré comme une charte en réponse à la « Charte de Mahsa ». Même le nom de ce prisme, *Charte de revendications minimum*, montre l'affiliation de ces « Unions indépendantes et organisations civiles » au capital et à l'objectif de le préserver.¹⁵

Le programme minimum, une tactique dépassée

À l'époque de la Deuxième Internationale, en particulier lorsque l'État bourgeois avait encore un caractère progressiste et que la poursuite des réformes était encore un objectif viable et tactiquement positif, les partis de la Deuxième Internationale ont fait pression sur l'État pour qu'il adopte des lois et des réformes en faveur du prolétariat et de ses organisations. Ces tactiques et revendications étaient appelées programme minimum, car une révolution internationale immédiate n'était pas à l'ordre du jour à cette époque. Avec le début de la décadence du capitalisme et, par conséquent, la perte par l'État bourgeois de son caractère semi-progressif avec ses guerres impérialistes et sa crise économique, la poursuite des réformes est devenue une tactique réactionnaire et défavorable à la classe prolétarienne au fil du temps. Les revendications minimales sont

devenues obsolètes et la première chose à l'ordre du jour était une révolution mondiale. Tout groupe ou organisation qui préconise et utilise encore cette tactique a été entièrement intégré dans le camp bourgeois et a entièrement quitté le camp prolétarien.

L'état actuel des gauchistes iraniens

Apparemment, pour les gauchistes iraniens, l'État bourgeois a encore un caractère progressiste et réformable et, aussi ridicule que cela puisse paraître, cet État bourgeois est l'État des bourgeois islamistes dont le machiavélisme et la brutalité sont connus de tous.

Les revendications d'« abolition de la peine de mort », de « séparation de la religion et de l'État » ou de « l'abolition des organes d'oppression et la limitation de l'autorité de l'État » de la part de l'État bourgeois (même de l'État bourgeois islamiste) en cette ère de décadence, ne semblent rien d'autre qu'une plaisanterie puérile.

L'une des autres revendications ridicules de ces organisations était la « normalisation des relations étrangères avec d'autres pays sur la base de relations justifiées et d'un respect mutuel ». Les gauchistes iraniens vivent à l'époque pré-impérialiste et sont toujours coincés dans les exigences de la Première Internationale.

Dans la revendication numéro 4 « reconnaissance de la société arc-en-ciel LGBTQIA+, décriminalisation de toutes les relations et tendances de genre », ils tentent de défendre les droits des minorités sexuelles. Cependant, il est impossible de débarrasser complètement la société capitaliste de la discrimination et du sectarisme envers les minorités sexuelles sans une révolution de la classe ouvrière. Les événements de la révolution russe et la décriminalisation des homosexuels et des transsexuels qui s'en est suivie en sont la preuve¹⁶. La société iranienne est dirigée par la bourgeoisie islamiste dont l'idéologie fondamentale s'oppose à l'existence des homosexuels et des transsexuels.

¹² <https://adfiran.com/en/>

¹³ <https://adfiran.com/en/signatories/>

¹⁴ <https://adfiran.com/en/docs/mahsa-charter/>

¹⁵ <https://iranwire.com/en/politics/113866-iranian-trade-unions-civic-groups-issue-charter-of-minimum-demands/>

¹⁶ <https://www.bbc.com/news/world-europe-41737330> / <https://www.marxist.com/bolshevik-decriminalisation-of-homosexuality-intentional-or-oversight.htm>

L'aile gauche du capital, préservation des rapports capitalistes

Une fois de plus, nous pouvons voir toute la profondeur de la façon dont les organisations gauchistes sont une force dont l'objectif est de préserver le capitalisme (consciemment ou inconsciemment). Il n'y a aucun signe d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière dans cette charte. Sans parler de l'absence du mot « classe ouvrière » ou « prolétariat », mais à la place, il y a de nombreuses mentions du « peuple ». Cela montre à quel point le prolétariat international et en particulier la classe ouvrière de la région de l'Iran ont besoin d'un parti de classe international (comme l'ont bien dit les camarades de la TCI^a).

L'horizon de la classe ouvrière internationale

Malgré le sabotage actif venant de tous les côtés de la bourgeoisie, les grèves et les luttes prolétariennes (à l'échelle internationale) sont toujours vivantes et se poursuivent. C'est également vrai pour le prolétariat iranien, avec différents secteurs et professions qui participent activement et se joignent aux vagues de grèves. Ce dont la classe ouvrière iranienne a besoin, ce n'est pas de l'unité des gauchistes et de leur vision nationaliste, mais du parti international et de sa capacité à cristalliser les luttes et les expériences de la classe ouvrière internationale.

Daron, Avril 2023



Note (*):

<http://www.leftcom.org/en/articles/2023-03-06/iranian-workers-need-an-internationalist-class-programme>

Révolution ou Guerre
(GIGC)
Brochure



Plateforme politique
Groupe International de la Gauche
Communiste
(2021)

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org
4 dollars/3 euros

Commande à intleftcom@gmail.com
3 euros/4 dollars + frais d'envoi

Les deux communiqués qui suivent sur la mobilisation prolétarienne contre la nouvelle attaque sur le système de retraite en France « s'arrêtent » à la fin mars. Pour autant, le mouvement a continué jusqu'à aujourd'hui avec des manifestations massives à l'occasion du 1^{er} mai. Mais, et malgré la combativité qui perdure, l'issue de cette bataille de classe ne fait plus guère de doute depuis deux mois : la bourgeoisie réussit à faire passer l'âge de la retraite de 62 à 64 ans et la classe ouvrière subit une nouvelle défaite. Le sort en était fixé dès la fin mars tant l'ensemble de l'appareil d'État, gouvernement, opposition de gauche comme de droite, syndicats et gauchistes, a réussi à garder le contrôle politique sur cette mobilisation. À aucun moment, sauf pour les imbéciles qui s'enthousiasment à la vue des feux de poubelles dans les rues, la classe ouvrière n'a remis en question – ne serait-ce qu'envisager de le faire – la maîtrise et la direction de ce combat aux syndicats et à leur tactique de journée d'action. S'il est prématuré d'en tirer des conclusions définitives, il n'en reste pas moins qu'il faudra s'interroger sur l'incapacité **chronique** du prolétariat en France à s'opposer aux tactiques syndicales menant régulièrement à l'impuissance à chaque nouvelle mobilisation de masse, souvent sur la question des retraites, depuis 2003.

Communiqué du 23 janvier 2023 sur les luttes ouvrières en France

Le communiqué qui suit est en fait constitué de deux tracts. Le premier fut écrit par nous et le second par Bilan et Perspectives, le groupe de la Tendence Communiste Internationaliste en France. Dans la mesure où ils avançaient la même orientation de combat et les mêmes mots d'ordre, nous avons jugé préférable de reprendre à notre compte le tract de B&P et de le diffuser dans les manifestations et partout où nous le pouvions.

En France comme ailleurs

le capitalisme prépare la guerre en imposant toujours plus de sacrifices aux prolétaires

Deux faits : Jeudi 19, deux millions de manifestants et de grévistes défilent dans les rues des villes françaises contre une énième réforme des retraites, qui repousse l'âge de départ au mieux à 64 ans – et cela au nom d'un supposé déficit du système de retraite annoncé pour les années à venir. Vendredi 20, le président Macron annonce une augmentation d'un tiers des dépenses militaires pour la période 2024-2030. Deux chiffres : 413 milliards et dix-sept milliards d'euros. Le premier est le montant décrété des dépenses militaires de la France – une augmentation d'un tiers ! L'autre serait le déficit supposé, et tout à fait hypothétique par ailleurs, du système de retraite en France qui oscillerait « entre 7,9 et 17,2 milliards d'euros » en 2025.¹⁷ Deux chiffres qui sont appelés à évoluer. Le premier, n'en doutons-pas, augmentera. Le deuxième est beaucoup moins certain, car il s'agit d'une vague hypothèse de travail du Conseil d'Orientation pour les Retraites (COR), organisme de l'État français et, cela, après deux années de solde positif à 900 millions, puis 3,2 milliards.

Deux chiffres et deux faits que l'ensemble de l'appareil d'État, gouvernement, partis politiques, syndicats, media et autres propagandistes zélés et grassement appointés se gardent bien de rapprocher. Deux chiffres et deux faits qui illustrent et résument à la fois vers où nous mène le capital : toujours plus de sacrifices pour la préparation à la guerre impérialiste, seule issue capitaliste à son impasse et crise économiques.

Quelle qu'en soit la conscience de chacun des deux millions de manifestants et grévistes du jeudi 19, leur vo-

lonté de refuser et de lutter contre la nouvelle attaque sur les retraites s'élève et s'oppose, de fait, contre les sacrifices croissants que le capital cherche à imposer à l'ensemble du prolétariat mondial, c'est-à-dire des travailleurs salariés qui produisent l'essentiel de la richesse sociale. Et cela pour les besoins de la défense de chaque capital national et de la marche à la guerre généralisée. Quelle que soit aussi la conscience individuelle des millions de travailleurs de Grande Bretagne qui essaient de lutter pour l'augmentation de leur salaire en ce moment même, ils tendent eux-aussi, objectivement, à s'élever et freiner la marche à la guerre généralisée : la baisse réelle et universelle des salaires du fait de l'inflation n'est-elle pas elle-même due à la crise économique du capital et démultipliée par les conséquences directes et indirectes de la guerre impérialiste en Ukraine ? Pour les prolétaires du monde entier, particulièrement en Europe où la guerre impérialiste fait maintenant rage touchant au cœur les pays historiques du capitalisme, les combats pour se défendre contre l'exploitation capitaliste s'élargissent et englobent maintenant l'opposition et le freinage de la dynamique guerrière généralisée.

Alors que faire ? Résister à toutes les attaques sur nos salaires et nos conditions de vie, y compris les attaques contre la retraite et autres *indemnités* sociales. Quelle que soit les déficits et autres raisons financières avancés, ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la crise et, encore moins, pour la guerre et sa préparation. Résister par les manifestations, les grèves, les délégations aux autres entreprises, par les assemblées générales, etc. ; bref par tout moyen exprimant et réalisant l'unité de nos conditions de vie et de notre combat. Le capital

¹⁷ <https://www.retraite.com/dossier-retraite/le-deficit-du-systeme-de-retraite-francais.html>.

et la bourgeoisie de chaque pays attaque toute la classe ouvrière, quelle que soit la corporation ou le statut, fonctionnaire, salarié du privé, contrat fixe ou précaire (CDI ou CDD), retraité ou encore étudiant destiné à l'exploitation capitaliste. Donc, résister en étendant et unifiant nos combats contre le capital et les forces de l'appareil d'État qui le soutiennent et le défendent.

Comment étendre et unifier le combat ? En ne restant pas bloqués et enfermés dans la logique des journées d'action syndicale, les unes après les autres, et en ne laissant pas l'initiative et l'organisation de la lutte aux syndicats. Accepter leur direction, c'est accepter à l'avance un nouvel échec après ceux de 2003, 2010, 2013 et 2019. En se regroupant, pour ceux d'entre nous qui en sommes déjà convaincus et désireux de devenir des

militants de cette mobilisation, en comités de lutte ou autres pour intervenir ensemble dans les assemblées, les grèves, les coordinations et les manifestations afin que d'ouvrir la voie à la grève et aux manifestations généralisées et unies. C'est la seule voie pour imposer un rapport de force au gouvernement, représentant de la classe capitaliste, et son outil privilégié, l'État, qui les contraignent à reculer. Ce faisant, outre ce recul, l'ensemble des travailleurs tendront à affaiblir la mise en place de l'économie de guerre que Macron, comme tous les gouvernements, appellent à mettre à relancer, et ainsi ralentir la marche à la guerre généralisée.

Face à la catastrophe qui vient, il n'est pas d'autre voie que celle de la lutte contre le capital.

Le GIGC, 23 janvier 2023

Tract de la Tendence Communiste Internationaliste

Inflation, retraites, spirale guerrière : Seule la lutte ouverte et massive pourra stopper la descente aux enfers promise par le capitalisme

A lors que depuis des mois, les prolétaires voient leur salaire réel diminuer du fait de l'inflation et après une réforme de l'assurance chômage qui en restreint considérablement l'accès, réduit le montant et la durée des indemnités, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à nos conditions de vie et de travail en reculant l'âge de départ à la retraite à 64 ans et en allongeant la durée de cotisation. Leur objectif est clair : diminuer les pensions !

Cette attaque intervient dans un contexte de crise économique d'ampleur, aggravée par les conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine. En conséquence, partout dans le monde, la bourgeoisie cherche à pressurer davantage les prolétaires et à leur faire payer le prix de la crise pour sauvegarder ses profits.

Avec cette contre-réforme, la bourgeoisie veut non seulement faire des économies mais aussi porter un coup au prolétariat, briser ses velléités de révolte et le réduire à l'état de travailleur-citoyen s'identifiant aux intérêts du capital national et prêt à se sacrifier pour lui.

Camarades, prolétaires,

Nous n'avons pas à démontrer pourquoi il est impératif de rejeter cette nouvelle attaque, ni à proposer une réforme plus juste. L'équilibre des comptes de l'État bourgeois, la santé des entreprises ou celle de l'économie nationale ne sont pas notre affaire ! Les concessions, droits ou avantages obtenus dans l'intérêt des travailleurs sont déterminés par la lutte, le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie dont les intérêts sont radicalement opposés. Rien n'est acquis, tant que le capitalisme durera, il cherchera à reprendre ce qu'il a été contraint de céder. Réfléchissons plutôt à organiser notre riposte !

Ne comptons que sur nous-mêmes. Les expériences des luttes passées ont montré qu'il n'y avait rien à attendre des directions syndicales et de leur pratique de collaboration de classe. Elles sabotent les luttes en les isolant et en organisant des journées d'action inoffensives, pendant qu'elles négocient en notre nom avec notre ennemi de classe.

- **Dès demain, reconduisons la grève. Organisons-nous à la base, constituons des comités de lutte et décidons des suites à donner à notre mouvement.**
- **Organisons des délégations afin d'étendre la lutte aux autres entreprises et administrations proches.**
- **Regroupons-nous, prenons contact et poussons en avant la discussion. Affirmons qu'au-delà de cette importante étape de lutte, seule une perspective communiste pourra assurer la survie de l'humanité et de la vie sur Terre face au chaos du capitalisme.**

Seule une lutte massive unissant toutes les catégories, en rupture avec les pratiques syndicales, et défendant uniquement nos intérêts de classe, peut faire reculer la bourgeoisie et marquer le départ d'une lutte offensive contre le capitalisme.

Bilan & perspectives, Tendence communiste internationaliste, 18 janvier 2023

Communiqué sur la situation en France – 19 mars 2023

Avertissement : ce communiqué fut rédigé les 18 et 19 mars pour la discussion interne du GIGC et pour préciser ses orientations d'intervention dans la situation de luttes ouvrières en France. Il fut donc écrit avant le rejet de la motion de censure du lundi 20 mars par le Parlement français. Le résultat du vote, il n'a manqué que 9 voix pour que le gouvernement soit renversé, ne change fondamentalement pas l'analyse et la dynamique de lutte qui est en cours. Il n'a fait qu'exacerber encore un peu plus la colère et la combativité d'une part et affaiblir le gouvernement lui-même. Pour autant, le contrôle global de la colère et de la lutte ouvrière par l'ensemble de l'appareil d'État bourgeois, en premier lieu, les syndicats, direction comme base radicale, reste entier pour l'heure et nous ne voyons pas d'indice matériel nous permettant d'entrevoir une rupture dans la dynamique présente. (21 mars 2023)

1 7 mars : « La France est en proie à des grèves et à des manifestations. » (The Guardian) « Les violentes manifestations qui ont eu lieu pendant la nuit dans tout le pays ont fait craindre que les opposants à la réforme des retraites ne se tournent vers des tactiques plus radicales. » (New York Times) « Un pays en feu. » (El Confidencial d'Espagne) C'est ainsi que la presse internationale bourgeoise présente le nouveau développement de la mobilisation de la classe ouvrière en France contre la réforme des retraites. C'est assez proche de ce qu'en disent les forces bourgeoises gauchistes en ce 17 mars. Pour le site trotskiste américain World Socialist Web Site, « la colère explose dans la classe ouvrière, qui entre dans une confrontation directe et d'une portée révolutionnaire avec le gouvernement Macron. »¹⁸ Le groupe trotskiste le plus actif en France dans la mobilisation actuelle, Révolution Permanente, très présent dans le syndicat radical SUD, déclare que « le 49.3¹⁹ a permis à la lutte des masses de déployer des potentialités jusque là contenues par l'intersyndicale. Nous entrons dans un moment pré-révolutionnaire. »²⁰

Alors, que se passe-t-il en France depuis le 16 mars ? Le refus du gouvernement Macron de soumettre la réforme des retraites au vote du Parlement a-t-il changé toute la dynamique de la mobilisation prolétarienne en France, qui dure depuis janvier ? Les réactions immédiates dites spontanées, notamment à travers les manifestations de rue dans de nombreuses villes depuis jeudi et qui se poursuivent ce dimanche, se terminant

¹⁸ . <https://www.wsws.org/fr/articles/2023/03/17/tmit-m17.html>

¹⁹ . L'article 49.3 de la Constitution française permet à tout gouvernement de forcer l'adoption de toute nouvelle loi sans demander le vote du Parlement. En fait, le recours à cette règle constitutionnelle est nécessaire lorsqu'un gouvernement n'est pas sûr de sa majorité au Parlement, au risque que l'adoption de la loi soit refusée. Macron y a eu recours pour l'adoption de la réforme des retraites. Dans ce cas, seule une motion de censure adoptée à la majorité par le Parlement peut empêcher l'adoption de la loi. Mais cela signifie que le gouvernement doit démissionner. D'où la montée de la colère parce que Macron n'a pas respecté la démocratie...

²⁰ . Editorial du 19 mars.

<https://www.revolutionpermanente.fr/Bataille-des-retraites-Du-moment-Berger-au-moment-pre-revolutionnaire>

souvent par des affrontements avec la police, présentent-elles une dynamique de débordement prolétarien du contrôle de la situation par l'appareil d'État ? Une remise en cause ouverte des syndicats et de leurs tactiques de journée d'action ? L'extension relative, en nombre, des grèves reconductibles, notamment dans les entreprises de transport et d'énergie, parfois même officiellement sans préavis syndical légal, est-elle une première expression d'un processus ouvert de grève de masse que les syndicats auraient des difficultés à prévenir et même à gérer ? Faut-il donc changer notre orientation fondamentale d'intervention dans la situation actuelle et adopter de nouveaux slogans ?

Nous limiterons ici notre tentative d'analyse à la dynamique de la mobilisation de la classe ouvrière. Nous renvoyons les camarades à notre précédent communiqué du 23 janvier²¹ et à notre analyse sur laquelle se fondent les présents commentaires. Rappelons-la brièvement : la dynamique en cours est restée la même jusqu'à ce dernier jeudi et se caractérise par un contrôle total de la situation par les syndicats, sans qu'aucune tentative de remise en cause de leurs tactiques, encore moins de débordement, ne se soit exprimée à ce jour. De même, il est important de dire que nous ne traiterons pas des difficultés politiques ou des tactiques des partis bourgeois au Parlement et en relation avec le gouvernement. De nombreux journalistes et propagandistes bourgeois présentent la situation comme une crise politique. Si la motion de censure était adoptée lundi prochain, nous devrions alors réfléchir à la signification de la nouvelle situation qu'un tel événement représenterait réellement et signifierait politiquement pour l'appareil et le jeu politiques de l'État.

Jusqu'à l'utilisation du 49.3 et l'absence de vote sur la loi jeudi 16 mars dernier, les 7ème et 8ème journées d'action syndicales, samedi et mercredi derniers, ont rassemblé moins de manifestants que les précédentes même si leur nombre était encore impressionnant. Le nombre de grévistes tendait à se réduire significative-

²¹ . cf. le communiqué précédent, page 7, ou encore notre site: <http://www.igcl.org/Communique-du-23-janvier-2023-sur>

ment et le scénario le plus probable était de voir des grèves minoritaires et sectorielles de blocage de l'économie, essentiellement dans les transports et l'énergie (électricité et raffineries), durer et épuiser la partie la plus combative du prolétariat, sans aucune possibilité de changer la dynamique défavorable du rapport de forces immédiat. Le *passage en force* du gouvernement avec le 49.3 a évidemment exacerbé la colère et relancé la combativité : c'était une question, disons d'orgueil, que de réagir face à une politique aussi arrogante et provocatrice. Ensuite, il ne faisait aucun doute qu'une fois le 49.3 connu publiquement, cela provoquerait des luttes spontanées de la partie la plus combative du prolétariat.

1) Les manifestations de rue

Immédiatement après l'utilisation du 49.3, vers 15 heures, des manifestants ont commencé à se rassembler non seulement dans les plus grandes villes du pays mais aussi dans les plus petites. Présentons seulement ce qui s'est passé à Paris, place de la Concorde. Depuis 11 heures, le syndicat radical SUD – et surtout des militants trotskistes radicaux, notamment de *Révolution permanente*, en particulier de la SNCF et de la Poste – avaient appelé à un rassemblement autorisé par la police. Les forces gauchistes étaient donc déjà sur place en avance. Puis une manifestation étudiante dans un autre quartier de Paris – on a de sérieuses raisons de penser que les trotskistes l'organisaient aussi – a décidé de rejoindre la place de la Concorde. C'est la plus grande place de Paris. Ce n'est pas un lieu habituel des manifestations. C'est très rare qu'il en soit ainsi parce qu'elle est séparée de l'Assemblée nationale, le Parlement, par un pont sur la Seine, qui a été fermé par la police anti-émeute. De l'autre côté de la place, il y a les Champs Élysées, l'ambassade des États-Unis et le palais de l'Élysée, où sont logés les présidents français. Ces avenues ont également été fermées à l'avance par la police. Ensuite, aux informations télévisées en continu, ils ont commencé à filmer le rassemblement et le discours radical des syndicalistes gauchistes et ont même encouragé les gens à le rejoindre : « *pour l'instant, il n'y a que 6000 personnes, mais il y en a de plus en plus et il y en aura beaucoup plus dans les heures à venir. Le rassemblement est pacifique...* » Et effectivement, beaucoup rejoignirent la place. Petit à petit, sans rien d'autre à faire, les manifestants commencèrent à s'agglutiner et à faire pression sur le barrage policier du pont. Petit à petit, certains ont commencé à rassembler des briques ou pavés et à ériger des barrières de travaux publics, barricades ridicules, contre le barrage de la police. Vers 19h30/20h, les camionnettes et les ballons syndicaux de SUD et de la CGT, qui s'étaient joints aux manifestations, quittèrent les lieux. C'était le signe que la police les avait appelés – nous savons que syndicats et police sont en contact

permanent dans ces manifestations « autorisées » – et les avait prévenus qu'elle allait charger et évacuer les lieux. Quelques minutes plus tard, la police chargeait et commençait à évacuer les lieux. Puis, refluant et se dispersant dans les rues, les manifestants ont mis le feu aux poubelles, notamment à celles, nombreuses, dues à la grève des éboueurs. C'est ce que la presse bourgeoise internationale appelle *Paris en feu*. La même chose s'est produite dans les autres grandes villes du pays cette nuit-là, la suivante et hier samedi. Ainsi, la radicalité gauchiste et anarchiste des manifestations doit être, en elle-même, fortement relativisée, et n'a pour réelle signification prolétarienne que l'impuissance immédiate, face à l'absence de perspectives politiques concrètes.

De ces faits, nous pouvons conclure que, pour l'instant, la classe dominante contrôle **politiquement** et même maîtrise le développement des manifestations de rue.

2) Les nouvelles grèves et la 9^e journée d'action de jeudi 23 mars

Face au sentiment général de colère et au relatif regain de combativité des prolétaires, l'ensemble des syndicats ont immédiatement appelé à une 9^e journée d'action... une semaine plus tard. Certes, l'ensemble des groupes gauchistes a critiqué les syndicats pour cette date tardive, alors que la colère s'est largement étendue avec le 49.3. Pour nous, il s'agit de la tactique habituelle des journées d'action et de la division du travail entre les syndicats officiels et le syndicalisme de base et le gauchisme radical.

Déjà en cours, les grèves dans les raffineries ont été reconduites et le blocage physique des approvisionnement en essence au moyen de piquets de grève s'est systématisé. Les ports tendent à être bloqués du fait de la grève des dockers, en général par des journées d'action et non une grève illimitée, différents centres et dépôts ferroviaires sont en grève, pas tous et pas toujours en majorité. Il y a eu une grève dite *sauvage* par les syndicalistes SUD locaux dans le technicentre de maintenance de Châtillon pour les lignes ouest des trains à grande vitesse. Les services d'enlèvement des ordures des principales villes sont en partie en grève – à Paris par exemple – depuis maintenant plus d'une semaine, etc. Jusqu'à présent, et sous la direction des syndicats de base gauchistes, toutes ces grèves sont orientées pour faire du 23 mars un succès syndical. Elles s'inscrivent dans ce calendrier. Ainsi, les différentes grèves dispersées sont toujours sous le contrôle de l'ensemble des syndicats, grâce au syndicalisme *radical* de base.

Or, ces grèves, ainsi que les manifestations à partir du 16 mars, expriment une colère et une combativité prolétarienne renouvelées et radicalisées. Ainsi, si l'on peut dire qu'il était hautement improbable que la dynamique antérieure de la mobilisation puisse être remise

en question par les travailleurs jusqu'à l'utilisation du 49.3, en l'utilisant, la classe dirigeante prend le risque de rouvrir un peu cette possibilité, en la transformant en un enjeu politique concret et immédiat entre les classes. Par exemple, il y a eu des signes de mécontentement ouvert et de luttes potentielles, à propos de l'augmentation des salaires, chez Amazon ou dans l'entreprise automobile PSA (Peugeot, Citroën, Audi), dont la mobilisation générale actuelle peut favoriser l'expression ouverte. Depuis le 16 mars et pour une courte période, on ne peut donc plus exclure totalement qu'un nouveau facteur vienne rompre la dynamique actuelle de la mobilisation contre la réforme des retraites et son contrôle par les syndicats, même si c'est peu probable.

C'est ainsi qu'il faut comprendre l'initiative de *Révolution permanente* de mettre en place des *comités d'action* afin de créer et développer un *réseau pour la grève générale*²² permettant ainsi au gauchisme d'anticiper sur tout débordement prolétarien. En fait, nous pouvons dire que ces comités, s'ils devaient devenir une réalité, remplaceront certainement les anciennes *assemblées interpro* des précédentes mobilisations massives de 2010, 2013, 2016 et 2019.

3) Adapter notre orientation et notre intervention ?

Globalement, nous ne proposons pas de changer notre orientation générale. Par exemple, que nous revenions sur une intervention d'*agitation* directe et massive appelant l'ensemble du prolétariat à faire grève, à l'étendre et à l'unir – par le biais d'un tract par exemple – comme au tout début de la mobilisation en janvier (cf. le tract de B&P-TCI²³ que nous avons repris à notre compte). Tout le « terrain » est encore occupé par l'ensemble des appareils syndicaux et en particulier les appareils de base et gauchistes. Ainsi, nos mots d'ordre ne peuvent être que, formellement, les mêmes que ceux des gauchistes. Et donc ils deviennent inutiles **dans la situation actuelle**²⁴, voire pourraient jouer objectivement en faveur du sabotage général de toute riposte par les syndicats. Ainsi, le groupe en tant que tel, et *le parti*, devraient... attendre – en cette occasion, oui ! – les prochains jours pour voir si la faible probabilité de briser le contrôle des syndicats et la dynamique actuelle se

concrétise ou non. Nous pourrions alors voir si la dynamique impulsée et maîtrisée par les syndicats est confirmée ou remise en cause et adapter notre intervention en conséquence.

Nous appelons les prolétaires les plus combattifs à participer activement aux grèves ou même à en prendre l'initiative lorsque leur lieu de travail n'est pas encore en grève lorsque c'est possible. Il faut également surveiller de près tout rassemblement de comités de lutte potentiels, même lorsqu'ils sont mis en place par le gauchisme et le syndicalisme, comme le *comité d'action de Révolution permanente*. Dans ces comités, même s'il n'y a pas d'espace réel ou de porte ouverte pour présenter une alternative réelle de manière immédiate, les groupes communistes doivent intervenir et défendre non seulement les besoins généraux d'extension de toute lutte – tous les participants de ces comités seront formellement d'accord – mais aussi dénoncer les syndicats et surtout appeler à leur disputer ouvertement la direction de la mobilisation et des initiatives. Spécifiquement et concrètement, d'aujourd'hui à jeudi prochain, nous appelons ces organismes à organiser des cortèges spécifiques au sein de la manifestation du 23 mars, avec leurs propres mots d'ordre. Autrement dit, nous avançons et défendons l'orientation consistant à *transformer la journée d'action syndicale* en une journée d'extension des grèves et de centralisation du mouvement autour du ou des comités, qu'ils s'appellent *comités d'action* ou *assemblées interpro*, ou autre, ainsi qu'à étendre le champs des mots d'ordre et des objectifs à l'augmentation des salaires.

Nous arrêtons ici ce communiqué, qui était initialement destiné à notre discussion interne. En le publiant, notre premier souci est de partager cette nouvelle expérience avec tous les camarades. En particulier, il est important que la nouvelle génération internationale de révolutionnaires fasse l'expérience du degré de radicalisation que les syndicats de base peuvent développer et de la façon dont ils peuvent occuper tout le terrain pour empêcher le mouvement prolétarien autonome de se développer. Si cette génération, celle qui créera et dirigera le parti communiste mondial de demain, veut être à la hauteur de ses tâches, elle doit développer son expérience politique et sa capacité à exercer une véritable direction politique de l'ensemble du prolétariat dans le drame historique qui s'annonce.

Le GIGC, 19 mars 2023

²² . <https://www.revolutionpermanente.fr/Reunion-du-Reseau-pour-la-greve-generale-ce-mardi-18h30-organisons-nous-a-la-base-face-au-49-3>

²³ . cf. le tract intégré dans notre communiqué de janvier (page 8)

²⁴ . Ce n'est pas parce que notre mot d'ordre pourrait être le même que celui des syndicats ou des gauchistes qu'ils seraient inutiles. Mais parce que c'est le moment, le moment présent. Par exemple, nous pouvons appeler à la grève et à son extension comme le font les gauchistes au début d'une mobilisation. Nous ne sommes pas « anti-syndicalistes » en soi... mais par rapport aux objectifs directs de toute lutte et en fonction des différentes batailles et barricades...

Débat au sein du camp prolétarien

France et Grande Bretagne : luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires

La montée des réactions ouvrières au niveau international est la réponse, de facto, du prolétariat international à la crise et à la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée – la Troisième guerre mondiale – que le capitalisme nous annonce. Elle est une véritable expression des confrontations massives entre les classes qui viennent. La crise et la guerre, la première faisant de la dynamique vers la seconde le facteur central de la situation historique, obligent chaque classe dominante capitaliste nationale à redoubler ses attaques contre son propre prolétariat. Un des enjeux du drame historique qui vient sera celui de la capacité des minorités révolutionnaires communistes et du parti une fois constitué de se hisser au premier rang de l'affrontement de classe et d'en assurer la direction politique. Il y a donc toute une expérience d'analyses et de compréhension des dynamiques du phénomène de la grève de masse qu'il appartient aux groupes communistes de développer et, en partie, de se réapproprier – surtout pour les jeunes générations de révolutionnaires.

De ce point de vue, les mobilisations prolétariennes massives au Royaume Uni et en France et l'intervention des groupes de la Gauche communiste – nous nous limiterons à ceux-ci –, bien qu'il soient ultra-minoritaires, nous fournit une expérience qui doit être partagée au niveau international par l'ensemble des groupes révolutionnaires et communistes, ce que nous appelons le camp prolétarien. Les groupes de la Gauche communiste qui, à notre connaissance, sont intervenus dans la lutte en France par voie de tract et d'articles furent la TCI, le PCI-Le Proletaire, le CCI et nous-mêmes, auxquels nous pouvons rajouter le noyau en France d'un autre PCI qui publie Il Partito Comunista. Globalement, à l'exception de ce dernier qui appelle à de « vrais syndicats de classe », tous ont défendu les mêmes orientations générales : dénonciation de la tactique syndicale des journées d'action ; mise en avant de la nécessité de l'extension et de l'unité des grèves et des manifestations. Tous, sans exception, y compris le CCI – malgré sa position de congrès excluant tout risque de guerre impérialiste généralisée – surent faire le lien entre les attaques contre le prolétariat, retraite et baisse des salaires, et la préparation de la guerre généralisée par le développement de l'économie de guerre et la production d'armement. La seule critique que nous porterons ici, non liée à la question syndicale en soi, s'adressera à la tendance d'ordre conseilliste du CCI à tomber dans le fétichisme de l'auto-organisation. Elle fait des assemblées générales « le seul endroit pour organiser la réponse à la répression et à la défense de nos moyens de lutte ». Et, en pleine lutte et en pleine confrontation avec l'État et ses syndicats, elle se conclut une fois de plus par un appel abstrait, extérieur à la bataille immédiate, sans objet pour les prolétaires confrontés aux sabotages syndicaux, sans perspective concrète de combat, à... discuter et débattre : « nous devons nous réunir, débattre, tirer les leçons des luttes passées, pour développer nos luttes actuelles et préparer les combats à venir. » (tract du 27 mars contre la répression)

Plus sérieux et fondamental, la correspondance qui suit entre le groupe de la TCI en France, Bilan et Perspectives (B&P) et le GIGC porte essentiellement à la fois sur la compréhension des dynamiques des mobilisations prolétariennes en France et au Royaume Uni et sur l'intervention des révolutionnaires. La divergence porte sur le fait que la TCI défend que les syndicats sont aussi des organes de médiation entre le capital et le travail ce que nous rejetons. Si cette différence ne nous a pas empêché d'adopter les mêmes orientations et mots d'ordre lors de la mobilisation contre les retraites en France, au point d'intervenir ensemble, il n'en fut pas ainsi lors des grèves et la mobilisation prolétariennes au Royaume Uni. Nous abordons ce point dans la dernière partie de notre lettre du 30 mars. Nous proposons et ouvrons ce débat aux lecteurs et à l'ensemble du camp prolétarien.

2^e tract de *Bilan et Perspectives* de février 2023

Ni les pétitions, ni les manifestations processions ne feront reculer le gouvernement !

Organisons-nous à la base pour pouvoir lutter réellement !

Les manifestations massives des 19 et 31 janvier contre la réforme des retraites, les plus importantes depuis des années, ont montré l'ampleur de la colère des travailleurs face à cette nouvelle attaque de la bourgeoisie. Les discours de cette dernière et de ses larbins, journalistes et experts, n'ont trompé personne, tout le monde a bien compris que l'objectif était de faire des économies sur notre dos en diminuant les pensions.

MAIS CETTE COLÈRE DÉPASSE LA QUESTION DES RETRAITES, ELLE CONCERNE LA DÉGRADATION DE NOS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL EN GÉNÉRAL : L'IN-

FLATION, LA RÉFORME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE, LES CADENCES, LA SURCHARGE DE TRAVAIL ...

La bourgeoisie, partout dans le monde, multiplie les attaques contre les prolétaires pour sauver ses profits, face à la crise économique et les conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine. En France, après avoir réduit l'assurance chômage, et alors que les salaires réels ne cessent de diminuer depuis des mois, le gouvernement exige qu'on fasse de nouveaux sacrifices pour remédier au supposé futur déficit du système retraite. Dans le même temps, il augmente d'un tiers les dépenses militaires pour la période 2024-2030, portant

ce montant à 413 milliards d'euros. Quel avenir radieux nous réserve-t-il ! Après avoir donné notre sueur, devrons-nous verser notre sang pour leurs profits !

LES MANIFESTATIONS, AUSSI IMPORTANTES SOIENT-ELLES, NE SUFFIRONT PAS. La stratégie décidée par les directions syndicales nous mène à l'échec, l'expérience l'a déjà montré maintes fois. Le scénario semble écrit à l'avance et les rôles sont bien répartis : les syndicats réformistes patientent pour accepter des aménagements de la réforme ; les syndicats dit radicaux se préparent déjà à crier à la trahison, en attendant ils organisent différentes actions symboliques et des blocages pour les plus déterminés qui se retrouveront ainsi isolés dans leur entreprise.

Quant aux organisations de gauche, elles cherchent à pousser le mouvement en espérant tirer les marrons du feu. On devine facilement qu'à travers la proposition d'une réforme alternative à celle du gouvernement, elles espèrent canaliser la colère des exploités vers les prochaines élections. Un terrain sur lequel nous seront toujours désarmés, livrés aux manœuvres des diverses écuries bourgeoises. Pour l'heure, elles s'alignent encore derrière l'unité syndicale dont l'histoire montre

qu'elle prépare encore et toujours... des lendemains qui déchantent. L'UNITÉ DE CES FORCES N'A JAMAIS FAIT DÉFAUT POUR ENCADRER LE PROLÉTARIAT ET CONTENIR SA COLÈRE !

NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES. Tant que les directions syndicales auront la main-mise sur notre mouvement, nous n'arriverons à rien. Il est illusoire de vouloir les pousser à lutter réellement, ce sont des organes de médiation entre le capital et le travail, leur rôle est de négocier le prix de notre force de travail avec les patrons et l'État. Nous n'avons rien à négocier avec ceux qui nous attaquent mais à établir un rapport de forces. Nos intérêts sont inconciliables.

• PRENONS NOS LUTTES EN MAIN. ORGANISONS-NOUS À LA BASE. DISCUTONS ET DÉCIDONS ENSEMBLE DANS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES OU DES COMITÉS DE LUTTE DES SUITES À DONNER À NOTRE MOUVEMENT.

• CE N'EST QU'EN LUTTANT INDÉPENDAMMENT DE TOUS LES FORCES D'ENCADREMENT ET EN DÉFENDANT DE MANIÈRE RÉVOLUE NOS INTÉRÊTS DE CLASSE QUE NOUS POURRONS FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT.

Bilan et Perspectives, TCI, tract distribué le 7 février 2023

Lettre du GIGC à *Bilan et Perspectives* (16 février 2023)

Le GIGC à *Bilan et Perspectives* (copie à la TCI),

Chers camarades,

Dans le mail accompagnant votre envoi du 7 février du bulletin en français à l'occasion des manifestations de rue en France, vous indiquez à vos correspondants être « *intéressés de connaître vos critiques et commentaires.* » Nous nous permettons de répondre rapidement à cet appel en espérant préciser et clarifier accords et désaccords, qui sont d'ordre tout à fait secondaire pour ces derniers. Le bulletin comporte trois textes :

- le tract *Ni les pétitions, ni les manifestations processions ne feront reculer le gouvernement ! Organisons-nous à la base pour pouvoir lutter réellement !* ;

- le texte *La bourgeoisie mondiale sur le sentier de la guerre* ;

- et un appel à rejoindre les comités NWBCW *Alors, que pouvons-nous faire ?*

Nous exprimons notre accord et soutien aux deux derniers textes. Les éventuelles observations ne porteraient que sur telle ou telle insistance, voire seraient d'ordre rédactionnel uniquement, et n'exprimeraient aucune divergence, ni même *nuance* politique significative. Le tract par contre nous pose un certain nombre de problèmes du point de vue politique.

Le tract du 18 janvier et la situation en France

Rappelons au préalable que nous avons fait nôtre le tract de *Bilan et Perspectives* du 18 janvier dernier, au point de le distribuer – en collaboration avec vos militants à Paris – dans les manifestations, massives, organisées par les syndicats à l'occasion de la mobilisation contre la énième réforme des retraites en France. Ses deux mots d'ordre « *dès demain, reconduisons la grève [et] organisons des délégations afin d'étendre la lutte aux autres entreprises et administrations proches* » constituaient la réponse – l'alternative – que les communistes devaient avancer à ce moment-là face aux journées d'action syndicale. Nous reviendrons sur celui, plus confus selon nous, de « *organisons-nous à la base.* » De notre point de vue alors, l'absence de dynamique *autonome* ou encore d'initiative ouvrière particulière, telle que les grèves sauvages du printemps et de l'été 2022 en Grande-Bretagne avaient pu l'exprimer par exemple, nous incitait à penser que la bourgeoisie²⁵ gardait tout contrôle sur la situation et sur le mécontentement et la combativité relative, mais réelle, des prolétaires en France. En particulier, la planification de journées d'action syndicale, une fois de plus, permettait aux syndicats d'occuper

²⁵ . C'est-à-dire l'ensemble de son appareil d'État dont les syndicats sont une composante **politique et anti-ouvrière** essentielle.

tout l'espace ou champ que pouvait prendre une réaction ouvrière conséquente, jusqu'aux terrains les plus « radicaux ». Nous ne développons pas ici, d'autant qu'il nous semble que nous sommes d'accord sur ce point particulier. En ce sens, les mots d'ordre de *reconduction de la grève* après la journée d'action et *d'envoyer des délégations afin d'étendre*, restaient les seuls qu'il convenait d'avancer alors – même si nous pouvions envisager – supposer qu'ils étaient déjà hors de portée **immédiate, pour ce moment-là**, des prolétaires en lutte, du fait du rapport de forces existant alors et établi par :

- l'absence d'initiative ouvrière particulière – ni grève sauvage, ni lutte particulière sur un lieu de travail pouvant servir de foyer de référence, voire d'unification, pour la lutte, ni constitution (à notre connaissance) de comité de lutte sous une forme ou une autre telles des *assemblées inter-pro...* ;

- l'occupation du terrain par les syndicats, journées d'action nationale et annonces par les syndicats les plus à gauche (CGT-SUD) d'actions *radicales*, de *blocage de l'économie*, voire de *grèves reconductibles...* à des dates ultérieures et par secteur avec, en parallèle, le jeu politique gouvernement-opposition de gauche et le débat parlementaire, visant à focaliser l'attention des prolétaires sur le terrain bourgeois.

Il nous semble que les mots d'ordre du 18 janvier restaient encore valables pour la journée du 24 au point que nous avons continué à le diffuser. Cette journée et l'absence de reconduction de la grève le lendemain, ou encore de toute initiative ouvrière particulière, ont définitivement enterré la peu probable possibilité – **pour ce moment ou cet épisode de la mobilisation** – d'un dépassement de la tactique des journées d'action et de poussée ouvrière réelle. Ce faisant, les deux mots d'ordre perdaient de leur actualité et ne correspondaient plus à la situation immédiate, du point de vue agitational et de *direction politique*. Nous avons cessé la diffusion du tract – tout comme vous, semble-t-il – et nous nous sommes concentrés sur la diffusion de notre *communiqué*, de fait un tract plus de propagande – sur la guerre en particulier – que d'agitation immédiate. À ce jour, 15 février, à la veille de la 5^e journée d'action syndicale, nous pouvons considérer que rien n'a changé dans la dynamique de la mobilisation ouvrière en cours et qu'aucune nouvelle perspective, encore moins d'orientation et mot d'ordre particuliers, ne se dégage du point de vue prolétarien.

Le tract du bulletin de février

Les critiques – répétons-le : mineures – que nous allons émettre sur le tract de février, du bulletin, sont d'un autre type et ne concernent pas l'analyse et la compréhension de la dynamique même de la lutte. Elles sont essentiellement de deux ordres, la première étant nettement moins importante que la seconde. Le texte fait

bien le lien entre les attaques subies par les prolétaires et la guerre impérialiste : « *la bourgeoisie, partout dans le monde, multiplie les attaques contre les prolétaires pour sauver ses profits, face à la crise économique et les conséquences directes et indirectes de la guerre en Ukraine.* » Tout comme est clairement opposé d'un côté les attaques anti-ouvrières et l'explosion des dépenses militaires de l'autre. À notre connaissance, la TCI et le GIGC sont les principales, sinon les seules, organisations communistes à clairement faire ce lien et axer leur intervention sur celui-ci. Néanmoins, la guerre impérialiste est présentée dans votre tract comme un élément au même titre que la crise. Certes, il n'y a aucun doute sur le fait que la crise est à l'origine de la guerre impérialiste et que les deux *s'alimentent* l'une l'autre. Pour autant, la guerre impérialiste, matérialisée par la guerre en Ukraine et la marche à la guerre généralisée, est devenue – ou de manière plus nuancé : devient – le facteur premier, certes non unique, dictant les attaques économiques, politiques, idéologiques et répressives de chaque bourgeoisie nationale. Et c'est cela qu'il faut mettre en avant selon nous. En effet, dans les circonstances actuelles, « *la tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat.* »²⁶ Il en résulte que « *pour les prolétaires qui, sans être directement appelés aux armes, appartiennent, avec leur bourgeoisie, à un front impérialiste qui a des intérêts directs, immédiats ou seulement futurs dans la guerre, le discours change, mais seulement pour les conditions immédiates dans lesquels ils sont appelés à se mouvoir.* » (TCI, *La route difficile de l'impérialiste européen*²⁷). Comme vous pouvez le voir, la divergence est mineure et ne change rien au positionnement de classe et... d'avant-garde politique effective de votre prise de position.

La seconde critique du tract renvoie à une question politique plus importante. Elle porte sur le caractère et la fonction que nous attribuons aux syndicats et, en passant, aux forces de gauche de l'appareil d'État. « *Ne comptons que sur nous-mêmes. Tant que les directions syndicales auront la main-mise sur notre mouvement, nous n'arriverons à rien. Il est illusoire de vouloir les pousser à lutter réellement, ce sont des organes de médiation entre le capital et le travail, leur rôle est de négocier le prix de notre force de travail avec les patrons et l'État.* » Et « *quant aux organisations de gauche, elles cherchent à pousser le mouvement en espérant tirer les marrons du feu.* » (nous soulignons) Au lieu de considérer les syndicats comme des organes à part entière de l'État capitaliste, à vocation et fonction **politiques** anti-ouvrières et contre-révolutionnaires, la formule *organe de médiation entre le capital et le travail*

²⁶ . Plateforme de 2020 de la TCI.

²⁷ . Nous avons traduit cet article de *Battaglia comunista* en français et en anglais. Sa version italienne se trouve sur <https://www.leftcom.org/it/articles/2022-11-20/la-difficile-strada-dell-imperialismo-europeo-un-aggiornamento>.

ouvre la porte à l'idée qu'ils ne seraient pas complètement bourgeois et qu'ils pourraient encore représenter, du moins en partie, les intérêts immédiats de la classe puisque se situant *entre les classes*, comme *intermédiaires* ou *arbitres entre capital et travail*. Il en va de même d'une certaine manière avec les forces de gauche qui *chercheraient à pousser le mouvement*. Or tant les syndicats que les forces de gauche du capital ne cherchent pas à *pousser le mouvement* mais à l'encadrer, le contrôler, le saboter quand existe un danger, voire une véritable dynamique, d'extension et d'unification, et par l'éteindre, afin qu'il se termine par un échec économique et politique de cette bataille particulière de la lutte entre les classes. Et cela **pour le capital et contre le travail**.

Dans ce sens, nous nous baserions plutôt pour notre part sur la plateforme du PCint de 1952 qui est politiquement beaucoup plus claire sur la question syndicale : « *le parti affirme catégoriquement que dans la phase actuelle de la domination totalitaire de l'impérialisme, les organisations syndicales sont indispensables à l'exercice de cette domination dans la mesure où elles poursuivent des buts qui correspondent aux exigences de conservation et de guerre de la classe bourgeoise.* » (nous soulignons)

Implications politiques de la position sur les syndicats compris comme médiateurs

Cette critique peut sembler sans réel enjeu militant, un simple pinaillage d'ordre politique, voire théorique. D'autant que votre tract de février se situe clairement du côté prolétarien de la barricade de classe du moment. Cependant, la position sur les syndicats *médiateurs* peut avoir des implications et des conséquences politiques quant à l'intervention immédiate, les orientations et les mots d'ordre que *le parti* doit mettre en avant dans toute mobilisation ouvrière. En effet, elle risque fort de ne pas voir ou sous-estimer la dimension politique directement anti-ouvrière et contre-révolutionnaire des syndicats – et des forces de la gauche capitaliste, gauchistes compris²⁸. Ce faisant, on ne comprend pas toujours bien à quoi, à quels enjeux concrets et immédiats, leur politique et mots d'ordre successifs essaient de s'opposer au cours même des luttes, selon les moments et les lieux. Évidemment, il conviendrait de prendre chaque mobilisation prolétarienne particulière pour illustrer notre propos ; pour saisir quels sont les enjeux immédiats lors de telle ou telle bataille de classe particulière ; et pour comprendre la signification politique immédiate des différents mots d'ordre des syndicats, officiels et ceux dits de *base* ou *radicaux*. En particulier, lorsqu'ils en arrivent, surtout les seconds, à appeler eux-mêmes à des *grèves reconduc-*

tibles, des assemblées, des coordinations, voire même à... l'auto-organisation ; ou encore en certaines occasions à l'extension elle-même.²⁹ En général et pour faire simple ici – sans doute aurons-nous l'occasion d'y revenir –, ils visent non pas à s'appuyer sur telle ou telle dynamique ouvrière pour *négoier le prix de la force de travail* mais pour au contraire l'éteindre, la saboter et l'éteindre. Et c'est bien à cela qu'il convient que l'avant-garde communiste assumant son rôle de *direction politique* puisse répondre en offrant des orientations alternatives aux différents moments des sabotages et manœuvres syndicales.

Dans la mobilisation ouvrière massive actuelle, qui s'apparente jusqu'à maintenant aux précédentes des années 2003, 2010, 2013, 2016 et 2019, l'objectif prioritaire des syndicats est d'empêcher le surgissement et le développement de toute dynamique de réelle extension de la lutte à différents secteurs, en particulier au moyen de la grève reconductible ; c'est-à-dire à toute dynamique de *grève de masse*. C'est donc à l'aune de cet enjeu et selon les conditions concrètes et successives dans lesquels il se pose, que nous devons comprendre l'action des syndicats, les différents moments et terrains de l'affrontement politique et avancer orientations et mots d'ordre immédiats en conséquence. En ce sens, faire de l'*auto-organisation en soi* un mot d'ordre d'action, « *prenons nos luttes en main* », « *organisons-nous à la base* »³⁰, ne permet pas de fournir une véritable alternative, sauf exception et situation concrète particulière, à la main-mise politique des syndicats sur les luttes. Pire même, bien souvent et si risques d'extension généralisée il y a, ce sont les syndicats et les forces de gauche du capital qui peuvent se faire les chantres les plus décidés de l'*auto-organisation* pour mieux renfermer les ouvriers sur leur lieu de travail ou leur corporation³¹. N'est-ce pas une pratique syndicale usuelle à laquelle le prolétariat et les communistes sont réguliè-

²⁹ . Pour ne citer qu'un exemple, ce fut le cas en janvier 1987 à la fin de la grève *sauvage*, sans préavis syndical et surtout contre les syndicats qui s'y opposaient, la CGT en premier lieu, des cheminots de décembre 1986-janvier 1987. Il est d'autres exemples de radicalisation subite et *extrême* des syndicats et des forces de gauche auxquelles le prolétariat sera inévitablement amené à se confronter dans le futur, en particulier dans les périodes pré-révolutionnaires et même révolutionnaire. L'Allemagne de novembre 1918 nous en fournit l'exemple historique le plus tragique.

³⁰ . Sans revenir ici sur le danger conseilliste du *fétichisme* de l'*auto-organisation* dont le CCI s'est fait le champion depuis deux décennies et que nous ne pouvons pas aborder ici.

³¹ . L'*auto-organisation* peut aussi servir à justifier l'interdiction faite aux avant-gardes politiques, au *parti*, d'intervenir comme nous l'a montré l'impossibilité pour Rosa Luxemburg de s'adresser au congrès des conseils en 1918 car elle n'était pas ouvrière et seuls « *ceux qui figurent sur les listes des personnes travaillant dans les entreprises ou sur les effectifs militaires* » pouvaient être délégués au congrès. (*La Révolution allemande*, Pierre Broué, 1971)

²⁸ . cf. l'article ou lettre critique qui suit dans ce numéro et sur la prise de position de la CWO-TCI à propos des grèves au Royaume Uni (Note de la rédaction).

rement confrontés tout particulièrement à l'occasion de chaque mobilisation ouvrière en France ? N'est-ce pas là l'objet de la plupart des *assemblées interpro* que les gauchistes et syndicalistes *radicaux* n'ont de cesse de mettre en place de façon préventive face à l'éventualité de tout débordement des syndicats ?

En ce sens, plutôt que d'appeler à *s'organiser à la base*, formule pour le moins abstraite dans les faits, il convient d'appeler à tel ou tel mot d'ordre, y compris un mot d'ordre d'organisation ou de *prise en main*, en fonction et en vue des besoins immédiats, locaux et du moment, de chaque lutte ; besoins que nous pouvons résumer ici comme ceux menant à l'extension, la généralisation et l'unité du combat afin de viser à établir le meilleur rapport de force possible à la bourgeoisie et rendre ainsi aussi *efficace* que possible la lutte immédiate elle-même, en termes de revendications et d'expérience prolétarienne ; besoins dont la déclinaison selon les moments et lieux détermine les mots d'ordre et actions immédiats. Il s'agit donc surtout, lorsque cela se pose concrètement, d'appeler les prolétaires à *tenir une assemblée générale pour*, par exemple, *se mettre en grève*, ou pour *organiser des délégations massives* (ou autres) *pour étendre la grève ou la lutte*, à *constituer un comité de grève pour telle ou telle tâche*, etc. N'est-ce pas là aussi ce que nous enseigne l'expérience historique,

celle-là même des bolcheviques entre février et octobre 1917 ? Lorsque le parti sut avancer, puis retirer, adapter – en s'appuyant sur les comités d'usine, et non les conseils, de juillet à septembre 1917 – et reprendre avec un autre contenu politique concret – l'insurrection – le mot d'ordre de *tout le pouvoir aux conseils ouvriers* ?

Il y a donc un lien entre la compréhension aujourd'hui des syndicats comme organes politiques à part entière de l'État capitaliste et leur **parti-pris** entier et complet de classe, anti-ouvrier et totalement bourgeois – non entre les deux classes –, qui nous permet de saisir le sens véritable de chacune de leur action et mots d'ordre et les besoins de chaque lutte ouvrière. Ne pas saisir le **caractère politique bourgeois** des syndicats limite, quand elle n'interdit pas, la reconnaissance des différents affrontements ou batailles particulières qui s'imposent aux prolétaires. Elle ouvre ainsi la porte à des mots d'ordre abstraits, telle l'*auto-organisation*, qui risque, *in fine*, de rendre l'intervention des révolutionnaires en retard sur les événements, voire sur le terrain et *timing* de la bourgeoisie.

Voilà chers camarades, les commentaires et observations critiques que nous voulions vous apporter, en espérant qu'elles soient positives, tout en sachant qu'elles sont sans doute loin, très loin, de clore ce débat.

Fraternellement, le GIGC, le 16 février 2023

Réponse de Bilan et Perspectives (20 mars 2023)

Bilan et Perspectives au GIGC,

Chers camarades,

Nous vous répondons tardivement du fait de nos obligations dans cette période de lutte. Nous vous demandons de bien vouloir nous en excuser. Bien sûr, nous sommes « *intéressés de connaître vos critiques et commentaires* » sur nos interventions au cours du mouvement social contre la contre-réforme des retraites. Nous saluons encore votre volonté d'intervenir en commun et de pointer nos accords et divergences ; ce sont des appuis très précieux pour la défense et la diffusion des positions qui nous sont communes. Pour en venir au contenu de votre correspondance, vous nous faites deux critiques essentielles par rapport à nos tracts dans cette période.

La première porte sur le fait que la « *guerre impérialiste est présentée dans votre tract comme un élément au même titre que la crise* », écrivez-vous.

Et justement nous soulignons et confirmons notre position, contrairement au GIGC. Les situations politiques ne sont jamais blanches ou noires, mais multi-couleurs. Il y a effectivement des phénomènes plus déterminants

que d'autres mais ils ne sont jamais uniques ni exclusifs dans les situations. Il y a des faisceaux de causes. Par conséquent, nous estimons que la crise est aussi à prendre en compte dans la situation présente. L'on aurait pu également souligner que *c'est la crise économique qui précipite les Etats capitalistes vers la guerre*. Mais laissons là cet aspect de la question. Les effets majeurs de la crise du système, illustrée récemment par la débâcle de la Silicon Valley bank et ses répercussions dans le système financier, ne vont pas cesser loin s'en faut. Si cette débâcle s'approfondit, l'on va voir d'autres conséquences rejaillir d'abord sur le terrain de l'économie de guerre et ensuite dans les affrontements géo-stratégiques.

Nous vous engageons par conséquent à ne pas simplifier l'analyse politique et argumenter celle-ci sur la base des faits. Comme vous le signalez, « *la divergence est mineure et ne change rien au positionnement de classe et... d'avant-garde politique effective de votre prise de position* ». Pour autant, nous ne comprenons pas en quoi la guerre en Ukraine serait un « *facteur premier, certes non unique, dictant les attaques économiques, politiques, idéologiques et répressives de chaque bourgeoisie nationale* », par

rapport au capitalisme dont la crise de reproduction semble se généraliser dans toutes ses dimensions (sans exclure, par exemple, la question de l'environnement).

La deuxième critique porte sur la question syndicale.

On peut lire à ce sujet dans la plate-forme de la TCI : « *Les syndicats sont des organes de médiation entre le capital et le travail. Ils sont apparus dans l'histoire comme des organes de négociation du prix de la force de travail. Ils n'ont jamais été ni ne sauraient donc être des instruments permettant de renverser l'État bourgeois. À l'époque impérialiste, les syndicats – quelle que soit leur composition sociale respective – sont des organisations qui travaillent à la préservation du capitalisme, tout particulièrement dans les moments cruciaux où celui-ci est menacé* »³².

On peut également lire dans la brochure *Pour le Communisme* le point de vue suivant : « *Les syndicats ne trahissent rien ni personne et encore moins eux-mêmes. Lorsque qu'ils sabotent les luttes, nous mènent en bateau, et se rendent ainsi indispensables au capital en tant que facteur de négociation et de l'ordre, ils ne font qu'agir logiquement et de façon cohérente avec leur objectif initial, c'est-à-dire négocier les conditions de vente de la force de travail avec les capitalistes et au même titre que ceux-ci (...) Nous n'incitons pas à la construction de nouveaux et meilleurs syndicats qui, tôt ou tard, aboutiront aux mêmes politiques de représentation que les anciens. Les organisations économiques permanentes de la classe ouvrière ont pour rôle d'entamer des négociations avec les capitalistes en acceptant par ce fait-même les règles et les lois du système d'exploitation. Au mieux, ce genre d'expérience "syndicaliste" ne fait que répéter l'histoire des 200 dernières années en accéléré. L'objectif principal est de comprendre une fois pour toutes que toute action syndicale est réglementée et fixée par l'État, cette entité est aliénante ; elle subordonne en permanence la résistance et la combativité ouvrières au droit et à l'ordre bourgeois* »³³.

Aussi reconnaissons-nous pleinement, comme vous, que les syndicats sont des organes de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Comme vous, nous « *considé(ons) les syndicats comme des organes à part entière de l'État capitaliste, à vocation et fonction politiques anti-ouvrières et contre-révolutionnaires.* » Pour autant cela n'exclut pas, et même cela implique d'après nous, qu'ils soient capables de jouer en milieu ouvrier un rôle de médiation. Comment pourraient-ils sinon conserver leur influence et finalement encadrer le prolétariat, sinon en tenant avec un minimum de succès ce rôle ? Par là, nous vous suggérons d'aller plus loin que la simple affirmation correcte selon laquelle les syndicats sont un pilier de l'État bourgeois, pour identifier les conditions qui fondent leur pouvoir dans la classe. C'est bien cela le cœur de la question. Et c'est bien parce qu'ils tentent de faire croire qu'ils peuvent la défendre et lui

apporter des améliorations dans ses conditions de vie qu'ils ont encore le moyen de la tromper et de la mystifier.

Une nouvelle fois, nous vous engageons, camarades, à ne pas simplifier les questions. Quand on a compris une chose, le rôle des syndicats, il faut encore voir comment ils agissent et surtout ce qu'il faut dénoncer dans leurs agissements à un moment donné. Il y a le rôle d'« assistante sociale » d'une part, et dans la lutte, le rôle de diviseur pour entraîner la lutte dans des impasses, d'autre part. Il est plus facile de dénoncer le rôle de diviseur dans les luttes car tous les travailleurs peuvent le constater *de visu*. Il est plus difficile de dénoncer leur rôle d'« assistante sociale » au niveau individuel ou collectif dans les conventions ou accords collectifs de travail. C'est là où ils tentent de conserver encore quelques forces.

Force nous est de constater que le crédit des syndicats auprès du prolétariat est certes entamé, mais pas nul pour autant. Leur capacité de direction dans le mouvement actuel nous le rappelle. Nous posons alors la question : si les syndicats n'étaient que des organes purement extérieurs à la classe, pourquoi celle-ci leur accorderait-elle encore en partie sa confiance ? Cette vision ne peut conduire qu'à une compréhension idéaliste de la question, où les tromperies et mystifications sont le facteur dominant ; du même coup, la classe ouvrière apparaîtrait bien stupide de lier son sort à des organes dont toute l'expérience la conduit à la défaite.

Sur ces deux points, nous souhaitons au contraire vous amener à réfléchir sur la solidité de vos analyses et de votre argumentation, qui ne peuvent conduire de notre point de vue à des conclusions politiques réellement fondées. Elles rappellent pour tout dire les analyses simplificatrices et limitées de la décadence ou la décomposition (qui reste encore plus incompréhensible). Nous ne nions pas la décadence du capitalisme, mais elle est insuffisante pour comprendre l'évolution du capitalisme, sous peine d'idéalisme. Il faut donc prendre en compte tout un panel d'événements sous d'autres angles, paramètres, etc.

Vous disiez que vos critiques n'étaient que des « *observations critiques* » secondaires. Pour notre part nous pensons que des différences de méthodes existent dont nous pouvons débattre. Elles soulèveraient de véritables divergences, si vous n'y prenez garde.

Bien fraternellement,

Bilan et Perspective, TCI, 20 mars 2023

³² . <https://leftcom.org/files/2020-10-01-plateforme-tci.pdf>, p. 9.

³³ . <https://www.leftcom.org/fr/articles/2021-10-22/pour-le-communisme>

Notre réponse du 30 mars 2023 : Les syndicats ont-ils un « rôle social » vis-à-vis du prolétariat ? Quelle fut l'action politique effective des syndicats dans la vague de grève au Royaume Uni ?

Le GIGC à Bilan et Perspectives,

Chers camarades,

Nous vous remercions pour votre réponse qui permet « de pointer nos accords et divergences ; (...) appuis très précieux pour la défense et la diffusion des positions qui nous sont communes. », comme vous le dites, ô combien, à raison. Nous rajouterons que nos débats et nos échanges doivent être compris comme des moments du processus menant à ce que le parti de demain puisse adopter le programme le plus clair possible ; et qu'il puisse bénéficier au maximum des expériences antérieures afin de développer aussi rapidement que possible ses capacités d'intervention et de direction politique dans la lutte des classes et la tourmente historique qui vient. Répétons-le, pour nous, les points de divergences que nous abordons dans notre correspondance sont d'ordre secondaire. Au point que certains pourraient, et sans doute en est-il ainsi à un degré ou à un autre, traverser chacune de nos deux organisations.

À la vérité, nous ne sommes même pas sûrs que le premier point – celui touchant sur la guerre impérialiste devenue ou non le facteur déterminant de la situation historique – marque une véritable différence entre la TCI et le GIGC. Voilà pourquoi nous avons cité dans notre courrier un extrait de la plateforme de la TCI et d'un article de *Battaglia comunista* que nous reprenons à notre compte. Les deux, nous semble-t-il, soulignent à raison que l'affirmation croissante de la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée – et non la guerre en Ukraine en soi comme vous l'avez repris et compris à tort – « se matérialise par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. » Pour notre part, nous disons qu'elle tend chaque fois plus à « déterminer » les attaques menées par la bourgeoisie contre le prolétariat selon les moments et les pays. Nous pouvons dire qu'au moins jusqu'à la crise du Covid, les attaques de chaque bourgeoisie contre le prolétariat étaient – globalement et sans exclure qu'il ait pu y avoir d'autres facteurs intervenant selon les situations – déterminées ou dictées en premier lieu par la défense du capital national face aux rivaux d'abord et avant tout, non uniquement, au plan de la concurrence économique. Depuis, et encore plus depuis la guerre en Ukraine, chaque capital national **tend** (et seulement tend) à définir ses politiques « économiques » et ses attaques contre le prolétariat, non plus simplement et uniquement pour la défense de la compétitivité du ca-

pital national face à ses rivaux, mais pour les besoins de la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée au moyen du développement d'économies de guerre comme l'a dit le président français Macron. Par exemple, cela requiert des politiques de *relocalisation* des biens dits *essentiels* afin de ne plus dépendre des rivaux impérialistes, quitte à payer plus cher dans l'immédiat la force de travail. Il convient donc de saisir ces bouleversements d'ordre économique aussi bien que politique, comme ceux des années 1930 avec le New Deal et le Front Populaire, dans toute leur ampleur et leurs implications afin de développer au mieux notre intervention dans la classe et ses luttes.

La question syndicale marque une divergence réelle entre la TCI et le GIGC. Elle n'est ni de principe, ni fondamentale. Néanmoins, elle peut impliquer des différences d'analyse du développement de la lutte des classes et donc aussi dans l'intervention immédiate, comme nous allons le souligner par après. « *Les syndicats sont des organes de médiation entre le capital et le travail* », dit la plateforme de la TCI. Nous rejetons cette position sur les syndicats *médiateurs*. Pour notre part, notre plateforme et nos positions de base défendent que « *les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires.* » (**Positions de base du GIGC**)³⁴ Cette différence ne nous a pas empêché de développer les mêmes orientations et mots d'ordre lors de la mobilisation ouvrière en France de ce début 2023. Par contre, il n'en fut pas ainsi cet été lors du début de la vague de grève au Royaume Uni face à l'inflation.

Les syndicats et l'assistanat social ?

Mais avant d'aborder directement ce point, relevons rapidement la distinction faite dans votre lettre entre les syndicats « *organes à part entière de l'État capitaliste* » – position en soi que vous partagez avec nous – et leur « *rôle d'assistance sociale* »³⁵ pour fonder la position sur

³⁴ ; Nos positions de base <http://igcl.org/+Nos-positions+> et notre plateforme <http://igcl.org/+Plateforme-politique-du-GIGC+>.

³⁵ . Ce point tout particulier vaut la peine d'être abordé, même si nous le considérons comme totalement secondaire, en particulier à destination des pays à système syndical type *closed-shop*, souvent anglo-saxon, où il faut être syndiqué pour être embauché ou encore où les syndicats gèrent les systèmes de santé ou d'assurance sociale.

ce rôle médiateur des syndicats. Ce rôle expliquerait pourquoi « *la classe (...) leur accorderait (...) encore en partie sa confiance.* » Acceptons un moment votre terrain, celui de l'assistantat social accompli à l'occasion par les syndicats « *au niveau individuel ou collectif dans les conventions ou accords collectifs de travail.* »

Au niveau individuel, que tel ou tel syndicat ou délégué syndical joue le rôle d'assistant social, aide ou défende un travailleur individuel en telle ou telle occasion, n'a qu'un effet tout limité, insignifiant, dans le « *crédit des syndicats auprès du prolétariat.* » Tant mieux pour lui ou elle si le délégué syndical, ou encore l'assistante sociale, voire le RH, résout son problème particulier. Mais, le car de police amenant en urgence un blessé de la route à l'hôpital change-t-il le degré de confiance du prolétariat, comme force collective, dans la police bourgeoise ? De plus, l'argument nous semble politiquement confus. En effet, il fait du travailleur individuel et atomisé, ayant un problème personnel, un élément, voire une expression, du rapport de force entre les classes.³⁶ Or le rapport classe-syndicats, ou plus largement classe-État, est défini et doit être compris comme celui du prolétariat corps collectif, y compris dans les cas les plus isolés ; à savoir qu'il doit inclure ce même travailleur individuel dans le collectif en lutte, ou potentiellement en lutte, de son lieu de travail. Et, par expérience individuelle et militante, nous pouvons vous assurer que même le travailleur, souvent parmi les plus démunis et souffrant particulièrement de l'atomisation sociale, ayant dû faire appel à une aide sociale quelconque, se retrouve tout « *différent* », y compris dans son rapport à l'assistance sociale ou au délégué syndical qui l'ont aidé, lorsque son lieu de travail se retrouve dans une lutte collective dans laquelle il peut lui même participer et dont il peut se sentir partie-prenante – ne serait-ce que parce qu'elle brise, ou tend à briser, son atomisation sociale quotidienne.

Le deuxième argument, *au niveau collectif*, laisse à entendre que les syndicats garderaient leur crédit auprès des travailleurs par ce qui serait obtenu dans les accords collectifs d'entreprise. « *Comment pourraient-ils sinon conserver leur influence et finalement encadrer le prolétariat, sinon en tenant avec un minimum de succès ce rôle [de médiation] ?* » Et à l'appui, vous citez une brochure de la TCI, *Pour le communisme*. Mais précisément, un autre passage de cette brochure affirme que les syndicats ne sont plus des outils **efficaces**, même *a minima*, pour la défense des intérêts immédiats, de base dit la brochure, des prolétaires : « *aujourd'hui, nous ne pouvons plus que constater la faillite absolue des syndicats à défendre ne serait-ce que les intérêts de base des travailleurs et des travailleuses.* » (nous soulignons) Nous partageons totalement cette position de la TCI. Et la réalité, en par-

³⁶ . Au mieux, il peut en être une expression toute particulière et limitée, mais nullement un facteur en tant que tel.

ticulier dans les pays anglo-saxons où les accords d'entreprise sont institutionnalisés, est que très souvent, lorsqu'ils sont combatifs, les travailleurs rejettent les accords *négociés* par les syndicats. Ainsi, loin d'être facteur de crédibilité des syndicats, ces négociations sont bien souvent facteur de *décrédibilisation* et de dénonciation des syndicats. Et c'est bien ce que les communistes doivent souligner.

Les dangers de la position sur le rôle de médiation des syndicats

Abordons maintenant la divergence de fond avec la TCI, pas uniquement B&P, qu'il convient de confronter et de clarifier au mieux en l'exposant et la discutant. Nous nous doutons bien que nous ne convainçons pas ici la TCI, ni les camarades de B&P en particulier, du caractère erroné de cette position et nous partageons son souci de ne pas entrer dans « *des polémiques vaines* », danger dont il faut toujours se garder. Pour autant, cela ne nous interdit pas d'en débattre, en particulier en relevant les implications politiques de nos positions. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons, chacun à partir de nos positions respectives, clarifier et préciser celles-ci et nos propres interventions. Si nous avons partagé l'analyse et les mêmes orientations d'intervention au point d'intervenir ensemble dans la mobilisation prolétarienne en France, il n'en va pas de même pour la compréhension de la dynamique de luttes ouvrières au Royaume Uni depuis l'été dernier.

Dès le mois d'août, nous pensions qu'il fallait intervenir directement et sans attendre en appelant les prolétaires du pays à rejoindre les grèves en cours³⁷, en particulièrement les grèves sauvages, et à les reconduire sans attendre les journées d'action planifiées par les syndicats. Les camarades de la CWO pensaient au contraire qu'il convenait d'attendre que la situation mûrisse et, donc dans les faits, *l'automne chaud* que les syndicats britanniques annonçaient.³⁸ Une des raisons de cette différence d'appréciation, outre peut-être des expériences pratiques différentes d'intervention en tant qu'avant-garde et direction politiques *de parti*, est due à nos positions respectives sur la question syndicale et à la compréhension, ou analyse, des luttes ouvrières qui peut en découler. Voilà comment les Notes sur la vague de grèves au Royaume Uni³⁹ rédigées par la TCI nous présentent la dynamique des luttes ouvrières de l'été dernier :

« *Sans aucun doute, la principale force motrice immédiate [de la vague de grève au Royaume Uni] fut la hausse du*

³⁷ . Nous vous renvoyons à notre tract du 20 août 2022 : <http://igcl.org/Dynamique-de-greves-sauvages-au>

³⁸ . Nous vous renvoyons à *Révolution ou guerre* #23 : <http://igcl.org/Luttes-ouvrieres-et-intervention> et <http://igcl.org/Communique-du-9-septembre-2022-Le>.

³⁹ . <http://www.leftcom.org/fr/articles/2023-01-14/notes-sur-la-vague-de-gr%C3%A8ves-au-royaume-uni>

coût de la vie associée à la stagnation des salaires. (...) De plus, la pénurie de main d'œuvre post-pandémique devait faire pencher la balance sur le marché du travail en faveur des demandeurs d'emploi. Un marché du travail plus serré signifie généralement plus de pouvoir de négociation pour les travailleurs. **La direction syndicale a ressenti cette opportunité et en a profité** pour envoyer des bulletins de grève [en fait des préavis légaux de grève après son vote par les adhérents] dans différents secteurs, en grande partie sur les salaires. Cela a touché à la fois le secteur public et le secteur privé, mais aussi principalement les lieux de travail où la densité syndicale est la plus élevée (...). Dans certaines occasions, les travailleurs ont même pris l'initiative eux-mêmes et n'ont pas attendu que le syndicat active le processus officiel. » (nous soulignons)

Or, selon nous, la réalité, **réalité politique**, de la dynamique de cette vague de luttes fut tout le contraire de celle décrite ici. En fait, les syndicats britanniques n'ont pas organisé des journées d'action pour saisir l'opportunité prétendument favorable du marché du travail pour négocier sur les salaires. Non, ils les ont organisés, en plein été, **pour faire face à la combativité croissante prolétarienne et au surgissement de grèves sauvages**. Il s'agissait pour eux, organes politiques de l'État bourgeois, de contrer cette dynamique, de la chevaucher, puis de la contrôler et de l'éteindre. Ce qui fut premier ici, **politiquement**, ne furent pas les appels syndicaux suivis des grèves sauvages, mais les grèves sauvages en tant qu'expressions du mécontentement et de la combativité croissante du prolétariat en Grande Bretagne. Du point de vue du prolétariat, de ses intérêts, y compris de base, et de son combat, l'appel des syndicats à des journées d'action fut une contre-offensive, ou un contre-feu si l'on préfère, face au danger – qu'il fut peu probable ou hautement probable ne change rien à l'affaire – d'une généralisation du combat de classe dans le pays.

Les camarades en concluaient qu'il fallait attendre que la situation mûrisse alors que nous pensions qu'il fallait s'appuyer sans attendre sur la volonté immédiate de lutte **précisément parce que les syndicats organisaient le contre-feu des journées d'action**. Penser que les syndicats puissent être aujourd'hui des médiateurs entre le capital et le travail laisse la porte ouverte à l'idée qu'ils puissent *se saisir et profiter d'opportunité* – comme le disent les notes – pour négocier au mieux, ici, sur les salaires. Alors, leur positionnements, leurs mots d'ordre et leur tactique d'organisation des grèves, journées d'action, leur timing, ne peuvent pas être compris, ni **dénoncés et combattus, concrètement, sur le terrain même des luttes**, soit comme un moment du sabotage

direct, ou indirect, de celles-ci, soit comme des moments à part entière de l'offensive ou contre-offensive bourgeoise et étatique contre le prolétariat au cours même de la lutte et des grèves. Cela ne permet pas de comprendre la véritable dynamique et les véritables lieux et moments des différentes batailles en cours dans une mobilisation particulière car ce sont précisément les syndicats qui sont les vecteurs des principales batailles et enjeux concrets imposés par la bourgeoisie lors des mobilisations ouvrières.

Voilà pourquoi, avant que la contre-offensive bourgeoise, portée principalement – pas uniquement – par les syndicats soit pleinement développée et effective, il convenait d'appeler sans attendre le prolétariat à entrer en lutte ouverte et en grève quand c'était possible ; dans le cas britannique en août (peut-être même était-ce tardif). Ce faisant, l'intervention des groupes communistes, demain du parti, se serait porté au premier rang du combat et ils auraient assumé leur rôle historique et, à la fois, concret-immédiat de direction politique du prolétariat. Ce faisant, le parti et le prolétariat peuvent disputer à la bourgeoisie le timing et le terrain qu'elle choisit pour attaquer ou contre-attaquer, avant tout politiquement, au cours des luttes. Ce faisant, et de manière immédiate, en reprenant les mots d'ordre avancés par les groupes communistes, le prolétariat aurait pu alors réellement *profiter de l'opportunité* pour développer et imposer un rapport de force qui lui soit plus favorable et, ainsi, faire que les grèves et la lutte soient plus *efficaces* au point d'obtenir des augmentations de salaire généralisées et un arrêt, bien sûr momentanément, à la détérioration de ses conditions de vie et de travail. Car seules les méthodes et objectifs de lutte mis en avant par les communistes peuvent permettre la défense des « *intérêts de base des travailleurs et des travailleuses*. »

Voilà, chers camarades, ce que nous voulions partager avec vous. Nous espérons ne pas être entrés à vos yeux dans une polémique *vaine* ou inutile. En tout cas, ce n'est pas notre objet, ni notre intention. Ces questions et la situation historique nous obligent d'avancer au maximum dans la voie du parti de demain. Définir au mieux le rôle du parti dans les *luttes en masse* qui viennent et qui vont précéder-préparer les confrontations massives à venir entre les classes est de notre responsabilité.

Évidemment, les pages de notre revue sont ouvertes pour toute réponse, voire correction ou précision, que vous jugeriez utile d'apporter.

Fraternellement, le GIGC, le 30 mars 2023

Rencontre publique à Montréal du comité « Pas de guerre, sauf la guerre de classe »

Suite à l'Appel internationaliste de la TCI⁴⁰, c'était la troisième rencontre du comité No War But the Class War (NWBCW) qui avait lieu à Montréal le 26 mars. Les camarades de Klasbatalo, section canadienne de la TCI, ont collé 500 affiches dans les rues de Montréal et, en travail commun avec le GIGC, ce sont des centaines d'invitations qui ont été distribuées dans la classe lors de différentes manifestations pour cette rencontre publique. Il a été convenu qu'un membre du GIGC présenterait le texte de Klasbatalo *Les tranchées de la toundra*⁴¹ sur la militarisation de l'Arctique canadien. Avant de présenter le texte en question, le GIGC a affirmé son accord politique avec cet article. Nous avons aussi mentionné que le GIGC soutient activement cette initiative de la TCI et a participé à l'organisation de comités NWBCW à Paris et à Toronto.

Les camarades de Klasbatalo ont ensuite présenté un premier texte sur *La mutinerie de Terrace en 1944*⁴², relatant la lutte de soldats canadiens en Colombie-Britannique. L'autre présentation concernait *La "Bonne Guerre" de 1939-1945*⁴³ et traitait des luttes ouvrières au Canada durant la guerre. Nous pouvons dire que la rencontre fut un succès avec la participation d'une vingtaine de personnes. Les interventions étaient soit en français ou en anglais et une traduction de l'anglais au français était possible au besoin. Un troisième point à l'ordre du jour a été ajouté sur la lutte contre le régime des retraites en France.

Une période de discussion a directement suivi les différentes présentations. Une première camarade est intervenue en soutenant que les syndicats sont des organismes dans lesquels les prolétaires devraient se rassembler pour se défendre et développer un rapport de force contre les patrons et l'État. Un camarade de Klasbatalo a répondu que comme les syndicats sont intégrés à l'État bourgeois, ils ne sont même plus en mesure d'assurer la simple défense au jour le jour des conditions de vie des travailleurs. Un membre du GIGC a donné l'exemple d'un lieu de travail – Bibliothèque et Archives nationales du Québec – où les prolétaires sont divisés en deux syndicats différents de la même centrale, la CSN, et où les syndicats empêchent de toute leur force l'extension de la lutte en organisant des grè-

vettes démoralisantes d'une demi-journée à des dates différentes.

Un camarade a mentionné qu'il existe déjà une multitude de groupes, associations et organisations contre la guerre. Qu'est-ce qui différencie alors NWBCW des autres comités contre la guerre ? Il lui a été répondu que tous les autres comités ont une orientation franchement pacifiste alors que NWBCW est pour le défaitisme révolutionnaire. En d'autres termes, toutes les organisations actuelles militant contre la guerre prônent la diplomatie et la négociation afin que, sans toucher à l'ordre social actuel, les différentes bourgeoisies en viennent à entendre raison et à arrêter la guerre. Notre perspective est que le capitalisme, c'est la guerre. Alors, la seule façon de stopper la guerre est de la transformer de guerre impérialiste en guerre civile, en révolution communiste.

Un participant a demandé ce que nous faisons réellement contre le massacre des ouvriers en Ukraine. Il ajoutait que c'était un privilège pour nous de s'assembler et discuter alors que les Ukrainiens subissent les bombardements et les violences quotidiennes. En fait, sous une phraséologie radicale, ce participant mettait de l'avant une orientation franchement *défensiste* qui ne peut qu'aboutir à la défense de la patrie démocratique ukrainienne contre l'envahisseur fasciste russe. Il lui a été répondu que c'est justement la mise en place des comités NWBCW dans plusieurs pays et villes qui est une façon de s'attaquer à nos propres bourgeoisies dans leur marche à la guerre mondiale. Un autre camarade lui a répondu – avec panache et aplomb : il faut d'ailleurs saluer la clarté politique de son intervention – que ce qu'il demandait au fond, c'est un droit d'intervention en Ukraine pour des raisons « humanitaires ». Le camarade a rappelé que l'intervention américaine pour se débarrasser de Saddam Hussein en Irak avait elle aussi un voile humanitaire et a pourtant causé la mort de 500 000 prolétaires irakiens. La solution pour les prolétaires ukrainiens n'est pas de combattre les prolétaires russes sous la direction de la bourgeoisie ukrainienne, mais de fraterniser avec les prolétaires russes contre leur propre bourgeoisie ukrainienne. Et les prolétaires russes doivent en faire de même en retournant leurs armes contre leur propre bourgeoisie. L'ennemi n'est pas dans le pays voisin, mais dans notre propre pays !

Une camarade a suggéré un boycott de certains produits, en particulier ceux basés sur le lithium, en tant que moyen pour affaiblir les industries militaires. Un

⁴⁰ <http://igcl.org/Contre-la-guerre-imperialiste-pour-775>

⁴¹ Nous republions d'ailleurs ce texte dans le présent numéro de *Révolution ou Guerre*.

⁴² <https://www.leftcom.org/fr/articles/2023-03-29/la-mutinerie-de-terrace-en-1944>

⁴³ <https://www.leftcom.org/fr/articles/2023-03-31/la-bonne-guerre-de-1939-1945>

camarade lui a répondu qu'il était plus efficace du point de vue politique de favoriser la lutte collective et le regroupement de tous les prolétaires derrière des orientations politiques communes – c'est exactement ce que vise les comités NWBCW – au détriment de perspectives individuelles qui sont au final stériles et ont pour résultat direct la démobilisation des luttes collectives. Un autre camarade a ajouté que la bourgeoisie et ses gouvernements se servent de cet argument individualiste pour tenter de rejeter le blâme de changements climatiques sur la tête de chaque individu. Dès lors, la bourgeoisie et ses industries ultrapolluantes peuvent se déresponsabiliser et dire à chaque petit prolétaire avec un salaire de crève-faim : « les changements climatiques, c'est ta faute. Tu consommes trop ! »

Un camarade a demandé une clarification quant à la position de la Gauche Communiste envers l'URSS. Un camarade de Klasbatalo lui a répondu que la GC n'avait soutenu aucun impérialisme durant la Seconde Guerre mondiale. Les camarades de la gauche communiste en

Italie ou en exil ont rejeté de manière intransigeante la défense de l'URSS.

Enfin, un camarade du GIGC a fait une courte présentation sur la lutte des prolétaires en France contre la réforme des retraites. La lutte est étroitement contrôlée par la bourgeoisie, par sa police, ses partis de gauche et les syndicats. Elle n'a rien de radical. Tout a été fait pour empêcher une grève de masse et même seulement d'en débattre l'idée. Les syndicats appuyés par les partis de gauche ont mis de l'avant des petites grèves d'un jour échelonnées sur plusieurs semaines pour épuiser les travailleurs. La gagnante de cette lutte est la démocratie avec le débat sur l'article 49-3 de la Constitution ^(a) et la revitalisation du cirque parlementaire. Un autre camarade a fait remarquer que tout n'était pas que négatif et que la classe ouvrière garderait en mémoire cette lutte et que ça lui servirait pour les prochaines luttes.

R./N., avril 2023

Note ^(a): C'est un article de la constitution française qui permet le passage d'une loi sans passer par le parlement.

Réunion publique du comité de Toronto

Le comité NWBCW de Toronto a organisé une réunion publique le 22 avril dernier. Seulement trois éléments ne faisant pas partie du comité lui-même assistèrent à la réunion. La discussion se focalisa essentiellement sur la confrontation politique avec l'un d'entre eux, ex-membre du groupe trotskiste *International Bolshevik Tendency* – un groupe provenant de l'*International Spartacist Tendency*. Pour les lecteurs non anglophones, ce groupe a pour caractéristique, entre autres, d'avoir soutenu l'invasion de l'Afghanistan par « l'armée rouge » de l'URSS en 1979. Cet élément très politisé amena la discussion sur diverses questions, n'ayant pas traité directement à la fonction du comité, telle la question syndicale. Pour lui, ceux-ci ont un « double caractère : celui de protéger les droits des travailleurs et en même temps la bureaucratie sabote les luttes ouvrières. »

Mais c'est surtout sur la question de l'internationalisme que se porta la confrontation de classe entre les positions trotskistes traditionnelles et les positions de classe prolétarienne. L'ex-membre de l'*International Bolshevik Tendency* critiqua le mot d'ordre *Non à la guerre, sauf la guerre de classe*, « au nom de la distinction à faire entre l'appui militaire et l'appui politique à l'État bourgeois. » Il défendit que « les révolutionnaires devraient apporter leur appui militaire à l'État syrien dans le contexte de l'opposition à l'impérialisme américain. » Un des autres participants non membre du comité, apparemment un ancien militant du *Communist Party of Canada* stalinien, appuya les interventions du militant trotskiste, y compris sur cette dernière position ouvertement non internationaliste. Il en résulte que ces éléments ne s'inscrivent pas du tout sur le terrain internationaliste qui est le critère principal pour la participation au comité NWBCW.

Même si pour l'heure, le bilan de cette réunion n'est pas aussi positif que celui de la réunion de Montréal, il n'en reste pas moins que le comité de Toronto compte bien continuer ses interventions, en particulier lors des grèves et aux piquets de grève tout comme lors des manifestations de rue, et tenir d'autres réunions publiques. Le fait que de nouveaux comités surgissent en Amérique du nord, à Chicago, en Floride, montre que la période est à la constitution de tels comités que, pour rappel, nous considérons pour notre part comme des *comités de lutte* dont le critère pour y adhérer est la défense conséquente de l'internationalisme prolétarien.

S./J.

Lutte contre l'opportunisme

La fuite erratique dans l'activisme du groupe Emancipación (Nuevo Curso)

Le lecteur qui nous lit depuis quelques années connaît déjà le groupe *Emancipación* – à l'origine connu comme *Nuevo Curso*. Nous revenons sur ce groupe aujourd'hui dans la mesure où il vient de publier un article venant sanctionner sa chute dans l'activisme et son éloignement sans doute définitif d'avec la Gauche communiste internationale contre lequel nous l'avions averti dès 2019 et 2020.

« Pousser à l'auto-organisation des travailleurs dans tous les lieux et dans tous les milieux que nous pouvons atteindre. Et si telle est notre orientation stratégique, la tactique doit réorienter les heures et les capacités vers sa réalisation. C'est pourquoi, il y a quelques mois, nous sommes passés d'une publication quasi quotidienne d'articles dans *Communia* à une publication deux fois par semaine (...) **Au travail** : Restez avec des collègues en dehors de l'entreprise pour discuter de la situation, de la manière dont elle vous affecte collectivement et de la façon de réagir. Invitez des collègues de confiance de boîtes et d'entreprises voisines et élargissez le cercle lorsqu'une vision commune est suffisamment claire. **Dans le quartier** : Identifier les besoins et aider à y répondre collectivement. Qu'il s'agisse de cours de rattrapage pour combler le fossé entre les classes à l'école ou d'organiser des achats collectifs pour réduire les prix des produits de base. Identifier les systèmes de solidarité qui pourraient être utiles en cas de licenciements et de fermetures dans les petites entreprises ou les établissements afin de pouvoir travailler à l'avenir à leur organisation.. »⁴⁴

En lieu et place du combat pour la direction et les orientations politiques de chaque lutte prolétarienne afin qu'elle soit le plus efficace possible, *Emancipación* s'engage dans la soi-disant « auto-organisation » de l'éducation et de l'aide aux enfants, aux achats collectifs et aux systèmes de solidarité en cas de licenciement. Le *parti en devenir* de *Nuevo Curso* réduit à l'aide sociale... Comment *Emancipación* a-t-il pu en arriver là ?

Le groupe en Espagne *Nuevo Curso*, qui prit par la suite le nom d'*Emancipación*⁴⁵, apparut fin 2017. Très rapidement, il se signala par des prises de position politiques de classe combattant clairement les positions politiques bourgeoises du gauchisme. Formellement, le groupe se situait sur le terrain des *frontières* ou positions de classe

que les plateformes politiques de la TCI, du CCI et du GIGC défendent. Notre revue se fit alors l'écho de ces positions et de ce nouveau groupe en republiant plusieurs de ses articles⁴⁶. *Emancipación* se caractérisait aussi par l'intervention qu'il développait alors au sein du camp prolétarien, en particulier sur la question du parti *en devenir*, et le dynamisme qu'il manifestait pour le regroupement de nouvelles énergies révolutionnaires, spécialement en Amérique du Nord. Les regroupements qui s'opérèrent alors aux États-Unis à partir de différents cercles aux États-Unis autour de la Gauche communiste, particulièrement la TCI, mais aussi *Emancipación* et nous-mêmes, furent le résultat d'une dynamique que ce groupe sut encourager et animer parmi une nouvelle génération de militants.

Nouveau groupe communiste sans expérience, il nous appartenait de favoriser au mieux son intégration au camp prolétarien international et d'œuvrer à ce qu'il puisse se réapproprier le patrimoine de principes et programmatique de la Gauche communiste. C'est ainsi que dans des courriers particuliers, puis publiquement dès février 2018, nous invitions les camarades à s'inscrire dans une de nos orientations centrales, celle consistant « à regrouper et focaliser l'ensemble des forces révolutionnaires autour des positions et des débats de la Gauche communiste et de ses expressions matérielles, groupes et cercles politiques, et plus particulièrement autour de sa principale organisation aujourd'hui, la *Tendance Communiste Internationaliste*. »⁴⁷ Et ce fut ce que *Nuevo Curso* réalisa alors en rencontrant la TCI et nous-mêmes. Il en résulta la 1^{re} Conférence d'organisation de *Nuevo Curso* en février 2019, qui définit toute une série « d'objectifs à trois ans (sic!) » dont « l'intégration (...) dans la TCI. »⁴⁸

Si nous avons salué alors cette orientation, nous avons averti les camarades contre le danger, d'ordre immédiat, de fixer des plans *tri-annuels* pour la réalisation de telle ou telle orientation et d'envisager l'adhésion à la TCI sans processus de débat et de clarification politique. « En ce sens, l'orientation de 'regroupement dans la TCI' fixée

⁴⁴ . *Communia*, janvier 2023,

<https://es.communia.blog/organizarse-prioridad>

⁴⁵ . <https://es.communia.blog/i-congreso-de-emancipacion/>

⁴⁶ . Le lecteur peut se référer à divers numéros de *Révolution ou guerre*, dont les 9 et 10, dans lesquels nous avons reproduit des prises de position de NC-*Emancipación*.

⁴⁷ . *Révolution ou Guerre* (RG) #9, février 2018, <http://www.igcl.org/De-nouvelles-voix-communistes>.

⁴⁸ . Le bilan de cette conférence n'a jamais été publié à notre connaissance.

par la conférence reste valable à condition qu'elle ne soit pas comprise, ou considérée, de manière immédiatiste mais comme un processus et une lutte historique.(...) Nous craignons que les camarades de NC et d'Emancipación ne se découragent par le constat que cette orientation ne sera probablement pas réalisée de la manière qu'ils avaient envisagée, ni dans les trois ans dans lesquels la conférence l'avait prévue ; ou qu'ils ne la remettent en cause et 'condamnent' la TCI par la suite. Ce serait une erreur politique due à une compréhension immédiatiste et 'à court terme' que... la formulation de la Conférence réduisant l'orientation à une simple adhésion et à une planification sur trois ans, nous fait craindre. »⁴⁹

Malheureusement, notre avertissement ne fut pas écouté et très rapidement, cinq mois plus tard (!), nos craintes se vérifièrent lors du 1^{er} congrès d'Emancipación. En lieu et place d'une adhésion à la TCI, « le congrès constitue Emancipación comme organisation mondiale et internationaliste. »⁵⁰ Le rapport du congrès ne fournit aucune explication à ce virage à 180 degrés. Aucun bilan de l'orientation précédente ne fut tiré, sans même attendre les fameux trois ans. Pire même, le groupe commença à nier à la fois le rôle de la TCI comme principale organisation de la Gauche communiste et à ignorer de fait l'existence d'un camp prolétarien en refusant tout débat et toute confrontation politique. C'est aussi au cours de ce congrès que les camarades commencèrent à avancer plus ou moins ouvertement non seulement l'idée qu'il existait une Gauche communiste d'Espagne particulière, mais surtout qu'elle provenait de l'Opposition ouvrière trotskiste des années 1930 au travers de la figure de Munis. Dans un courrier du 10 juillet 2019⁵¹, publié dans RG #14, nous avertissions les camarades contre « l'impasse programmatique, théorique et politique dans laquelle la revendication d'une continuité avec la 4^e Internationale [était] en train d'embarquer Emancipación » tout en leur proposant d'en débattre ouvertement. Nous réitérions notre invitation dès le 19 novembre suivant dans une lettre⁵², elle aussi publiée, qui initiait le débat contradictoire. Le numéro 15 de notre revue publia une critique des thèses de Munis sur la guerre d'Espagne, *Espagne 1936 : peut-il y avoir une révolution prolétarienne sans insurrection et destruction de l'État bourgeois* ?⁵³ qui met à nu l'absence de rupture politique claire de Munis avec le trotskisme.

Dès lors, Emancipación cessa de correspondre avec nous, seul lien effectif qui lui restait avec une composante de la Gauche communiste, se refusant ainsi à tout débat et, pire, affaiblissant ainsi sa propre clarification

de ses positions politiques. Ce faisant, coupé et ignorant de la Gauche communiste – seul au monde –, Emancipación ne pouvait que s'enfermer de facto dans le sectarisme, favorisant ainsi encore plus son activisme et immédiatisme. Sa 2^e conférence – en lieu et place d'un congrès pour cause de covid – d'août 2020 rendit compte de la faillite de son orientation : « nous savons combien il est difficile d'organiser des groupes dans une structure où le contrôle syndical, le développement de la précarité et la petite taille de la plupart des lieux de travail se combinent contre nous. Pour atteindre un plus grand nombre de travailleurs et gagner en pouvoir d'organisation, nous devons compléter ce travail à partir des quartiers. »⁵⁴

Autrement dit, outre l'adhésion à la TCI, l'objectif à trois ans de février 2019, « constituer un réseau de noyaux de travailleurs géographiquement significatif dans la péninsule ibérique et l'Amérique hispanophone », n'avait pas été rempli. Mais au lieu de faire un bilan de la vision immédiatiste et activiste que cet objectif recoupait, Emancipación relança cette orientation en l'étendant aux quartiers ! Deux ans plus tard, c'est cette fuite en avant erratique dans l'activisme que l'article *Impulsar organización es la prioridad* [promouvoir l'organisation est la priorité] cité plus haut vient conclure. Ce faisant, Emancipación tourne le dos au combat historique international central pour la constitution du parti mondial du prolétariat. Ce faisant, il renonce à ses ambitions d'origine de 2017-2018 que nous avons saluées en leur temps et qu'il résumait ainsi :

Le succès des groupes communistes « dépendra de leur capacité à se réapproprier et rendre utile le programme de classe, toutes ces leçons du passé qui émergent de l'histoire même du mouvement ouvrier. (...) Ensemble, avant-gardes historiques, groupes ouvriers qui se réapproprient le programme et avant-gardes contingentes qui cherchent des réponses, forment le mouvement 'réel' vers le parti. »⁵⁵ affirmait Nuevo Curso en 2018. Aujourd'hui, il a tourné le dos à cette orientation.

Il résulte de tout cela, outre un beau gâchis, qu'il est sans doute trop tard pour qu'Emancipación puisse s'extraire de la pente activiste fatale dans laquelle il s'est engagé malgré nos avertissements.

RL, 7 avril 2023

⁴⁹ . Lettre du GIGC à Emancipación du 15 mars 2019, non publiée.

⁵⁰ . <https://es.communia.blog/i-congreso-de-emancipacion/>

⁵¹ . lettre du GIGC à Emancipación, RG #12, <http://www.igcl.org/Lettre-du-GIGC-a-Emancipacion-sur>

⁵² . Lettre du GIGC à Emancipación du 15 novembre 2019, RG #14, <http://www.igcl.org/Lettre-a-Nuevo-Curso-Emancipacion>

⁵³ . RG #15, <http://www.igcl.org/Espagne-1936-peut-il-y-avoir-une>

⁵⁴ . <https://es.communia.blog/iia-conferencia-de-organizacion>

⁵⁵ . *Qu'est-ce que le parti ?* par Nuevo Curso, publié dans RG #10, septembre 2018, <http://www.igcl.org/La-classe-comme-parti>.

Histoire du mouvement ouvrier face à la guerre impérialiste

Nous reproduisons ci-après un article des camarades de la TCI au Canada, le groupe Klasbatalo, qui illustre le maintien de la lutte des classes et la capacité du prolétariat à lutter pour la défense de ses conditions de vie même durant les pires périodes de la contre-révolution et de la guerre impérialiste généralisée, ici la Seconde Guerre mondiale. Le fait que ces grèves et luttes se déroulèrent au Canada exprime l'être international et internationaliste du prolétariat. À l'heure où la guerre continue ses ravages en Ukraine et où tous les prolétariats, en particulier ceux vivant dans les puissances capitalistes et impérialistes dites « démocratique », sont appelés à se serrer la ceinture pour la défense de l'Ukraine et l'effort de guerre présent et à venir – il en va de même de l'autre côté, du côté de l'impérialisme russe et de ses soutiens –, le rappel de ces épisodes inconnus de la lutte de notre classe doivent inspirer les générations prolétaires actuelles.

Grèves ouvrières durant la « Bonne Guerre » de 1939-1945 (Klasbatalo-Tendance Communiste Internationaliste)

La société capitaliste est marquée par un antagonisme fondamental entre deux classes : la classe ouvrière et la classe capitaliste. En temps de crise, les politiciens et les experts masquent cet antagonisme en faisant appel à des capitalistes font appel à la "paix sociale" pour duper les travailleurs et les amener à prendre du retard sur l'effort "national".

Plusieurs tentatives de ce type ont été faites au cours de ces dernières années: pendant la pandémie, le gouvernement disait vouloir "soutenir les travailleurs essentiels sans augmenter les salaires ". Après le déclenchement de la guerre par Poutine en 2022, une baisse des salaires et un recul de l'âge de départ à la retraite des travailleurs en France et en Angleterre ont été justifiés par "l'effort national" qu'il convenait de fournir dans le contexte d'une guerre entre nations.

Presque universellement, les attaques contre la classe ouvrière et ses conditions de vie ont lieu sous couvert d'un sacrifice commun à tous. La « paix sociale » est assimilée, par la gauche comme par la droite, à la « bonne cause » pour sauver la nation. La Seconde Guerre mondiale impérialiste en est un parfait exemple : l'histoire officielle présente l'effort de guerre par les puissances alliées comme une défense de la "démocratie", menacée par l'URSS et Hitler, qui exige de sacrifier les intérêts immédiats des travailleurs. ,

En réalité, la "paix sociale" de la Seconde Guerre mondiale n'est qu'un mythe. Malgré la propagande, les travailleurs de tout le Canada se sont engagés pendant toute la durée de la guerre contre les restrictions de

salaires, pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont exercé leur capacité de grève et de négociation collective.

Au début de la guerre en 1939, l'État canadien a établi une série de contrôles des salaires et des prix. En théorie mis en place pour empêcher l'inflation en temps de guerre, il s'agissait en fait d'une attaque directe contre la classe ouvrière en empêchant les augmentations de salaire alors que le chômage diminuait en raison de la mobilisation pour la guerre. Partout au Canada, des commissions régionales du travail ainsi que la Commission nationale du travail de guerre (NWLB) ont été créées pour « arbitrer » les conflits de travail, mais dans tous les cas, leur fonction

principale était d'étouffer la lutte des classes et de faire respecter les revendications des patrons. Tout au long de ce processus de « conciliation », les grèves ont été rendues illégales.

Malgré la répression stricte des grèves pendant la guerre, la classe ouvrière au Canada parvient à lancer une vague de grèves qui menace le capital canadien de 1941 à 1943. Au cours de cette période, 425 000 travailleurs participent à 1 106 grèves. En 1943, un tiers des travailleurs syndiqués sont sur les lignes de piquetage. La grève constitue une réponse directe

au contrôle des salaires et à la détérioration des conditions de travail alors que l'État mobilisait l'économie pour la guerre impérialiste.

Des batailles rangées dans la guerre des classes ont eu lieu à travers le pays; travailleurs des chantiers navals au Québec et dans les Maritimes, travailleurs du système de transport en commun, des aciéries et d'une usine d'avions à Montréal, métallos à Sault-Sainte-



Des milliers de femmes défilent contre les conditions de travail au sein des mines de Kirkland Lake (1941)

Marie, ON, Trenton, ON et Sydney, Nouvelle-Écosse, mineurs à Kirkland Lake, ON , et les travailleurs de l'automobile de Ford à Windsor ont tous déclenché des grèves illégales pour défendre leurs conditions de vie.

En fin de compte, de nombreuses grèves ont été vaincues par la répression des commissions du travail, l'intervention du gouvernement fédéral, le recours à la police et aux briseurs de grève et par le sabotage des syndicats. Lorsque les métallurgistes de Sault-Sainte-Marie ont rejeté une maigre offre du NWLB, les « dirigeants » du syndicat CIO les ont forcé à se retirer et à abandonner tout espoir de reprendre la grève.

L'État canadien ne se demandait pas si l'effort de guerre reposait sur la victoire du capital contre les travailleurs. En 1943, pendant les grèves de l'acier à Sault Ste. Marie, Trenton et Sydney, le premier ministre William Lyon Mackenzie King a rencontré les grévistes pour les convaincre de ne pas faire pression pour un salaire minimum de 55 cents et a écrit dans son journal :

« J'ai dit [aux sidérurgistes] qu'ils doivent se rendre compte qu'au fond de toute cette guerre se trouve la question de la sécurité sociale [lire : la paix sociale]. Que toutes les parties sont solidaires dans le maintien de cet objectif et que nous devons commencer par notre propre arrière-cour à Sault Ste. Marie et Sydney. »

Le combat de notre classe pendant la Seconde Guerre mondiale nous donne une leçon pour aujourd'hui : rejetez la « paix sociale » pour la lutte de classe ininterrompue ! La lutte des classes ne cessera jamais simplement parce que les capitalistes le veulent ; nous devons nous battre pour l'étendre à tous les échelons et lui donner un caractère direct et politique. Alors que les tensions impérialistes ne font que s'intensifier et que le Canada et tous les autres États capitalistes se préparent au conflit, nous devons, maintenant plus que jamais, lutter pour l'indépendance de la classe ouvrière et guider notre classe vers sa victoire révolutionnaire ultime sur le système capitaliste.

Klasbatalo

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

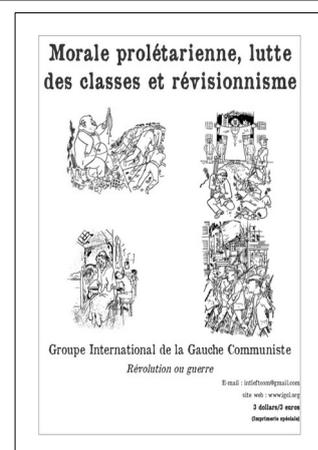
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



Le pacifisme gauchiste prêt à intervenir contre les luttes ouvrières face à la guerre impérialiste

A ce jour, les expressions du pacifisme face à la guerre impérialiste en Ukraine sont encore marginales. Très certainement, la faiblesse des réponses prolétariennes – malgré une dynamique de réactions et de luttes contre la détérioration des conditions de vie, en particulier du fait de l'inflation – explique ce fait. La bourgeoisie n'a pas encore eu à utiliser à grande échelle le contre-feu du pacifisme pour prévenir et dévier tout mouvement de classe prolétarien contre les conséquences de la guerre actuelle et surtout de celle, généralisée, à venir. Pour autant, elle s'y prépare. D'ores et déjà, elle met en place, de façon préventive, et par le biais des forces politiques de gauche et gauchistes, des comités pacifistes, lance des pétitions pacifistes et même déjà organise des manifestations de rue. Ce fut le cas en Allemagne le 25 février dernier lorsque 50 000 manifestants défilèrent à Berlin à l'appel d'une ex-dirigeant du parti gauchiste Die Linke, Sahra Wagenknecht, et d'une féministe connue, Alice Schwarzer en soutien à un Manifesto for Peace⁵⁶. Ce fut le cas aux États-Unis le 18 mars dernier, à Washington en particulier, à l'appel⁵⁷ d'une multitude d'organisations gauchistes et écologistes dont Answer Coalition, mais aussi des sections locales de Black Live Matters, the Socialist Party of America, de nombreux groupes trotskistes et staliniens jusqu'à... l'ex bassiste de Pink Floyd, Roger Waters ! En Europe et dès décembre 2022, un appel international Halte à la guerre⁵⁸ fut lancé regroupant plusieurs centaines de membres d'organisations gauchistes, trotskistes en particulier, et de délégués syndicaux, principalement en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie... mais aussi en Afrique.

Le premier appelle « ... le chancelier [allemand] à arrêter l'escalade dans la livraison des armes. Maintenant ! Il devrait diriger une alliance forte pour un cessez-le-feu et pour des négociations de paix au niveau allemand comme européen. Maintenant ! Car chaque jour de perdu coûte jusqu'à 1 000 vies supplémentaires – et nous rapproche d'une troisième guerre mondiale. » (Manifesto for Peace d'Allemagne)

Pour le second et « pour préserver l'humanité, il faut arrêter cette marche à la barbarie. La guerre de Poutine, comme celle de l'Otan mise en œuvre par Zelenski, n'est pas notre guerre. Nous ne sommes en guerre ni avec le peuple russe, ni avec le peuple ukrainien. Nous voulons la paix pour le peuple russe et pour le peuple ukrainien. Nous lançons un cri d'alarme : cette escalade peut conduire à une catastrophe mondiale. Nous n'en serons pas complices. Nous lançons un appel à tous les travailleurs et militants d'Europe à unir leurs forces pour stopper cet engrenage mortel et cette boucherie et pour l'arrêt de la guerre et un cessez-le-feu immédiat ! »⁵⁹

Le fait que ces appels n'aient encore reçu que peu d'écho n'enlève rien à la nécessité, bien au contraire, de dénoncer sans attendre, et le plus nettement et frontalement possible, ces expressions « modernes » du pacifisme face à la guerre impérialiste. Afin d'armer les prolétaires et révolutionnaires d'aujourd'hui contre ce danger, nous rappellerons la position de toujours du mouvement ouvrier révolutionnaire sur cette question, position internationaliste et révolutionnaire – l'un n'allant pas sans l'autre –, dont Lénine fut sans doute un des meilleurs défenseurs. Les extraits qui suivent furent écrits en janvier 1917, un mois avant l'éclatement du processus révolutionnaire en Russie qui devait se poursuivre jusqu'à l'insurrection ouvrière d'octobre et à la dictature du prolétariat. Celle-là même qui imposa la fin de la guerre en Russie. Celle-là même qui donna le signal et l'élan à la vague révolutionnaire internationale, aux grèves dans les usines et aux mutineries dans les armées, en Allemagne en particulier, qui imposa l'arrêt de la guerre impérialiste généralisée.

Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste (Lénine)

(...) Le véritable artisan d'une paix démocratique n'est pas l'homme qui répète de pieux souhaits de pacifisme, ne signifiant rien et n'engageant à rien, mais celui qui dénonce le caractère impérialiste de la guerre actuelle et de la paix impérialiste qu'elle prépare, et qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels. (...)

Les congrès de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) française et du parti socialiste français viennent de prendre fin. La signification et le rôle réels, à l'heure présente, du pacifisme socialiste s'y sont manifestés avec une netteté particulière.

Voici la résolution du congrès syndical, adoptée à l'unanimité, aussi bien par la majorité des chauvins à tous crins, avec à leur tête le tristement célèbre Jouhaux, que par l'anarchiste Broutchoux et... le « zimmerwaldien » Merrheim :

« La conférence des fédérations corporatives nationales, des unions de syndicats et des bourses du travail, prenant acte de la note du président des États-Unis « invitant toutes les nations se trouvant actuellement en guerre à exposer publiquement leurs vues sur les conditions auxquelles il pourrait être mis fin à la guerre »,

• demande au gouvernement français d'accepter cette propo-

⁵⁶ . <https://www.change.org/p/manifest-f%C3%BCr-frieden>

⁵⁷ . https://www.answercoalition.org/protest_march_18_19_peace_in_ukraine_say_no_to_endless_u_s_wars

⁵⁸ . <https://infos-ouvrieres.fr/2022/12/21/halte-a-la-guerre-2/>

⁵⁹ . *idem*.

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec)

- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie

- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

Royaume-Uni

- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

Canada (Colombie-Britannique)

- Spartacus Books, 101-1983 Commercial Drive, Vancouver, V5N 4A8

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #23 (janvier 2023)

Crise et guerre, facteurs de la lutte entre les classes

Luttes ouvrières et intervention des révolutionnaires

Le décès de la Reine Elisabeth et la dynamique de grèves en Grande Bretagne

Réflexions sur les élections de mi-mandat présidentiel aux États-Unis

La voie difficile de l'impérialisme européen (TCI)

Réunion publique du comité NWBCW à Paris

Impasse et contradictions du CCI face au « parasitisme »

Renouveau et dynamisme de la publication de la TCI en France

Commentaires sur les positions de base du GIGC

Combattre contre l'introduction de l'anarchisme au sein du camp prolétarien

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le

prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève de masse*.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.